



MODERNISATION DU SECTEUR AGRICOLE, INVESTISSEMENT ET IMPORTATION :

«Corrections et réglages» du Président Tebboune

P.2



PRESSION EN FRANCE POUR DE NOUVELLES MESURES RESTRICTIVES SUR LE REGROUPEMENT FAMILIAL

Des milliers d'Algériens concernés

P.3

L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION // JEUDI 2 MARS 2023 // N°506 // PRIX 20 DA // Directeur de la publication : ZAHIR MEHDAOUI

VOICI DÉTAILLÉES LES PIÈCES À FOURNIR AUX DOUANES ALGÉRIENNES

Lancement officiel de l'opération de dédouanement des véhicules de moins de trois ans

PP.3 et 16



LES ALLÉGATIONS ANTI-ALGÉRIENNES NE PASSENT PAS

Pourquoi Bahija Simou devrait relire Lyautey, Ibn Batouta et Douls

P.3

RÉUNION DU GOUVERNEMENT

Principaux points d'ordre débattus

P.16

JUSTICE

Le gouvernement examine un projet de loi sur l'obtention de la pension alimentaire

P.16

RETOUR DES IMPORTATIONS ET CONSTRUCTION DE VÉHICULES

Une bouffée d'oxygène pour les assureurs

P.16

EXPORTATION DE CIMENTS ET DÉRIVÉS

Lafarge Algérie se fait une place sur le marché international

P.6





MODERNISATION DU SECTEUR AGRICOLE, INVESTISSEMENT ET IMPORTATION :

LES « RÉGLAGES » DU PRÉSIDENT TEBBOUNE

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a affirmé ce mardi, que la puissance économique d'un Etat était sous-tendue de chiffres et de statistiques précis et réels, loin des données approximatives.

Dans son allocution lors des Assises nationales de l'Agriculture, qui se tiennent au Palais des Nations (Club des pins) sous le slogan "Agriculture : pour une sécurité alimentaire durable", le Président Tebboune a affirmé que "l'Etat qui veut s'ériger en puissance économique, voire agricole, doit disposer de chiffres précis". Insistant sur l'importance de disposer de "statistiques précises" loin des "données approximatives", le Président Tebboune a fait observer que "l'investissement et l'importation sont orientés par les statistiques pour peu qu'elles soient précises". Il a évoqué, dans ce cadre, "les disparités et l'incohérence" des chiffres publiés ces dernières années concernant les ressources agricoles nationales, notam-



ment pour ce qui est du cheptel et des surfaces cultivées chaque saison. "Les chiffres avancés concernant la production agricole étaient les mêmes pendant des dizaines d'années, des chiffres qui ne reflétaient point la réalité", a-t-il déploré, citant pour exemple "la superficie des terres cultivées à travers le pays, évaluée, alors, à 3 millions d'hectares, mais les enquêtes menées dans le cadre de la numérisation, ont démontré que ce chiffre ne dépassait pas 1,8 million

d'hectares, ce qui signifie qu'il y a encore des terres arables non exploitées". Le Président Tebboune a indiqué, dans le même sillage, que le recensement du cheptel a fait ressortir que l'Algérie disposait de 19 millions de têtes ovines "et non pas de 23 millions, encore moins de 29 millions d'après les anciennes statistiques", rappelant que les statistiques précises facilitaient la planification, l'investissement, la production et une bonne régulation de l'importation.

AIR ALGÉRIE ANNONCE LA REPRISSE DE SES VOLS DE ET VERS OMAN

La compagnie aérienne nationale Air Algérie a annoncé la reprise de ses vols de et vers le Sultanat d'Oman avec des tarifs promotionnels. Air Algérie a indiqué dans un post sur facebook la reprise de ses vols de et vers Oman tous les mercredis et samedis à partir d'Alger.

Ainsi, la compagnie a invité sa clientèle à profiter des tarifs promotionnels vers cette destination à partir de 49 100 DA/TTC.



BOLA TINUBU REMPORTE LA PRÉSIDENTIELLE AU NIGERIA

Le candidat du parti au pouvoir, Bola Tinubu, avec son épouse Remi Tinbu s'adresse à ses partisans à Abuja, le 1^{er} mars 2023. Le candidat du All Progressives Congress (APC, au pouvoir), Bola Tinubu a été déclaré vainqueur de l'élection présidentielle au Nigeria, ce mercredi 1^{er} mars, à l'issue d'un scrutin contesté par

l'opposition qui avait fait naître un immense espoir de changement dans le pays. Selon la Commission électorale (Inec), Bola Tinubu a cumulé plus de 8,8 millions de voix, remportant l'une des élections les plus disputées de l'histoire démocratique du Nigeria, face à ses deux principaux concurrents, a rapporté

Jeune Afrique. À 70 ans, l'ancien gouverneur de Lagos (Sud-Ouest), surnommé « le parrain » à cause de son immense influence politique, accède à la plus haute marche du pouvoir, l'ambition de toute une vie : « c'est mon tour », n'avait-il de cesse de répéter durant la campagne.

KEMI SEBA ÉNONCE LA STRATÉGIE DE « NOYAUTAGE » DE L'ÉLYSÉE

Le militant africaniste Kémi Seba a dénoncé dans un post sur sa page officielle twitter, la nouvelle stratégie de Macron, qui consiste à s'appuyer sur les jeunes artistes africains pour revenir par la fenêtre, après avoir été sortie par la porte, aux anciens présidents de la France sur le continent. « La

nouvelle stratégie perfide de l'Élysée est d'instrumentaliser les artistes afros que l'on aime, afin que ceux-ci montrent à la jeunesse africaine que le néocolonialisme français peut être notre ami. Merci à Gims de s'être tenu loin de cette mascarade. Quant aux autres... »

LE MEILLEUR BUTEUR EN UN SEUL MONDIAL EST MORT

Just Fontaine avec un maillot de l'équipe de France floqué de son record de buts inscrits dans une phase finale de Coupe du monde. La légende du football Just Fontaine est morte, mercredi, à l'âge de 89 ans. Détenteur du plus grand nombre de buts inscrits lors d'une phase finale de Coupe du monde (13), l'ancien joueur de Reims a laissé sa marque dans l'histoire. Il était la première star mondiale de l'équipe de France de football de l'his-

toire. La légende Just Fontaine est décédée mercredi 1^{er} mars à l'âge de 89 ans, a annoncé sa famille, selon France 24. Il est le plus grand détenteur du nombre de buts inscrits en une seule phase finale de Coupe du monde (13). International à 21 reprises, Fontaine avait été l'un des héros du Mondial-58 en Suède, où l'équipe de France avait atteint les demi-finales pour la première fois de son histoire, battue par le Brésil de Pelé.

LES ÉTATS-UNIS SONGENT À INTERDIRE TIKTOK

L'OCCIDENT DÉCLARE LA GUERRE AU RÉSEAU SOCIAL CHINOIS "TIKTOK"

Depuis plusieurs semaines, une poignée d'institutions ont resserré la vis en interdisant l'installation de l'application chinoise TikTok sur certains téléphones. Une goutte d'eau dans le torrent des téléchargements puisque, avec plus d'un milliard d'utilisateurs actifs dans le monde, TikTok, propriété de l'entreprise chinoise ByteDance, pointe à la 6^e place des plateformes sociales les plus utilisées, selon le dernier rapport de We Are Social. Outre-Atlantique, Joe Biden a dès janvier mis le « hola ». Aux États-Unis, une loi interdit ainsi le téléchargement et l'utilisation de TikTok sur les appareils des fonctionnaires de l'État fédéral américain. Une vingtaine d'États ont localement pris une mesure du même type pour leurs propres employés. Et, au Congrès, un projet de loi en discussion pourrait même aboutir à l'interdiction totale de l'application aux États-Unis.

Une issue de plus en plus évoquée.

La Commission européenne a quant à elle dégainé la semaine dernière. Elle a interdit l'usage de TikTok sur les appareils professionnels de son personnel afin de « protéger les données » de l'institution, a rapporté Yahoo. Les fonctionnaires et employés de la Commission ont jusqu'au 15 mars au plus tard pour désinstaller l'application de leurs appareils professionnels (smartphones, tablettes...). a précisé un porte-parole de l'institution. Ils devront également supprimer TikTok de leurs appareils personnels si ces derniers contiennent des applications approuvées pour une utilisation professionnelle (messagerie électronique, applications de visioconférence...). Des mesures similaires doivent être prises par le Conseil européen, l'instance des États membres dirigée par le Belge Charles Michel.

UN ACCIDENT DE TRAIN FAIT 36 MORTS EN GRÈCE

LE MINISTRE DES TRANSPORTS DÉMISSIONNE

Après l'accident de train qui a fait au moins 36 morts et plusieurs dizaines de blessés en Grèce, le ministre des Transports a démissionné en "signe de respect de la mémoire des personnes qui sont si injustement décédées". Au moins 36

personnes ont trouvé la mort dans une collision entre deux trains - l'un de marchandises et l'autre de passagers - mardi peu avant minuit. Il s'agit de la pire catastrophe ferroviaire jamais survenue en Grèce, a rapporté TF1.

L'EXPRESS

Quotidien national d'information

édité par la

SARL ADRA COM

Adresse : Maison de la presse Abdelkader safir, 02 Rue Farid Zouiouache, Kouba, Alger

Tel/FAX Administration et publicité: 023.70.99.92

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION:

ZAHIR MEHDAOUI

zahir.mehdaoui1969@gmail.com

Email:

redaction@express-dz.com

Site Web:

www.lexpressquotidien.dz

/ TEL/FAX: 023.70.99.92

Directeur de l'administration et des finances
NOURDINE BRAHMI

Service-pub@expressquotidien.dz

Impression SIA
Alger Bab Ezzouar

PUBLICITÉ : S'ADRESSER À L'AGENCE NATIONALE DE COMMUNICATION D'ÉDITION ET DE LA PUBLICITÉ ANEP

Alger : 1, avenue Pasteur

Tel : (021) 71.16.64 -

(021)73.71.28

Fax : (021) 73.95.59 -

(021)73.99.19

Mail :

agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz



DÉDOUANEMENT DES VÉHICULES IMPORTÉS DE MOINS TROIS ANS

Voici détaillées les pièces à fournir aux douanes algériennes

Concernant le dossier de dédouanement pour la mise à la consommation du véhicule, le décret exécutif stipule qu'il doit être introduit au niveau du bureau de douane d'entrée ou du bureau de douane territorialement compétent, par rapport à la résidence du particulier résident.

Beaucoup de nouveaux acquéreurs de véhicules de moins de trois ans, dans le cadre de la nouvelle loi, cherchent à connaître le dossier de dédouanement.

Les conditions et modalités de dédouanement et du contrôle de conformité des véhicules de tourisme et utilitaires d'occasion, de moins de 3 ans, acquis par les particuliers résidents, ont été fixées par un décret exécutif publié au Journal officiel n°11. Concernant le dossier de dédouanement pour la mise à la consommation du véhicule, le décret exécutif stipule qu'il doit être introduit au niveau du bureau de douane d'entrée ou du bureau de douane territorialement compétent, par rapport à la résidence du particulier résident. Le dossier doit contenir une copie de la pièce d'identité du particulier résident ou une copie de la carte de résident pour les étrangers, un certificat de résidence du



particulier résident, un certificat d'immatriculation du véhicule à l'étranger ou tout autre document équivalent. A cela, il faut ajouter un document attestant le transfert de la pro-

priété du véhicule, facture d'achat et/ou contrat de vente, un document datant de moins de trois mois, justifiant le bon état de marche du véhicule, établi par un organisme

habilité du pays de son immatriculation et le rapport d'expertise de conformité établi par l'expert agréé par le ministère chargé des Mines.

I.Med

LES ALLÉGATIONS ANTI-ALGÉRIENNES NE PASSENT PAS

Pourquoi Bahija Simou devrait relire Lyautey, Ibn batouta et Douls

La nouvelle allégation marocaine à l'égard de l'Algérie ne passe pas. D'autant que ces déclarations de Bahija Simou n'ont pas la rigueur scientifique en soutien. Il y a une semaine, cette bonne dame, Bahija Simou, désignée Gardienne en chef des archives royales au Maroc, avait déclaré, s'appuyant sur des archives improbables, que « le Sahara oriental est marocain ».

Par le « Sahara oriental », c'est la région sud-ouest de l'Algérie que le Maroc désigne. En même temps qu'elle est une provocation, elle est également une atteinte publique et officielle à l'intégrité territoriale de l'Algérie.

Invitée à participer au forum de la MAP, agence de presse officielle du Maroc, Bahija Simou a bifurqué vers des sentiers improbables d'où il lui sera difficile de s'extirper. « Il n'y a pas que les documents historiques attestant de la souveraineté du Maroc sur ce qui est appelé entre guillemets « le Sahara occidental » mais aussi sur « le Sahara oriental », a-t-elle indiqué dans ses propos repris par le site Ya Biladi. Une telle déclaration provient d'une partie officielle de l'État marocain. Bahija Simou dirige les Archives royales du royaume et c'est sous cette casquette qu'elle a tenu son propos extrêmement grave.

Comme il s'agit d'une bonne dame, d'âge respectable, et d'une directrice des Archives royales, nous allons l'honorer par un respect condescendant qui sied à son rang, tout en la renvoyant à des cours d'histoire, tant pour le Sahara occidental que pour le Sahara oriental. Ce qui va éclairer d'un jour nouveau l'histoire clair-obscur du Maroc.

Nous avons sous les yeux dix livres, tous

plus utiles pour notre propos les uns que les autres ; mais nous allons lui en mettre sous le nez trois. Qui lui seront, on l'espère, d'une utilité qui lui fera réviser ses leçons. Nous ne citerons aucun historien algérien. Pour rester dans la neutralité et l'objectivité. Nous lui citerons trois auteurs : un Marocain, illustre écrivain-voyageur, célèbre dans le monde entier, et qui est Ibn Batouta ; et deux Français : le premier, le Maréchal Hubert Lyautey, qui fut premier résident général du protectorat français au Maroc et auteur du livre « Vers le Maroc : lettres du Sud-Oranais, 1903-1906 » ; le second est l'historien Camille Douls, explorateur français du Sahara et de l'Afrique du Nord, un des premiers à explorer et à pénétrer (1887) dans le Sahara occidental à une époque où la région était fermée aux étrangers, a pu vivre parmi les populations maures (nomades Ouled Delim) et rapporter de précieuses informations, qui nous sont parvenues sous forme d'une relation de voyage titrée « Cinq mois chez les Maures nomades du Sahara occidental ». A tout seigneur tout honneur, nous commencerons par le voyageur-explorateur Ibn Batouta, célèbre par son « Voyages ». Vers la fin de sa vie, le dernier voyage qu'il lui restait était celui qui devait le mener au Soudan occidental (Mali), en passant par le Sahara occidental, la Mauritanie, avant d'entrer au Mali. Avant de quitter le Maroc, Ibn Batouta dit s'être approvisionné pour le long voyage à partir du Sousse du sud, c'est-à-dire que c'était le point le plus au sud du royaume du Maroc à l'époque. Ce qui renvoie à un Sahara occidental qui n'était pas sous la coupe des mérinides marocains.

Pour faire bref, un quotidien ne permet-

tant pas ce genre d'exercice de style, Lyautey a poussé vers le sud jusqu'à Khenifra, au centre du Maroc. Plus au sud était pour lui un désert inhospitalier et inhabité, donc peu intéressant militairement. Le Maroc du temps de Lyautey, comme au temps de Ibn Batouta, ne dépassait pas le Sousse aqsa. L'historien Camille Douls est plus explicite, et il serait utile de le consulter. Rapportons d'abord, qu'il s'agit d'un voyageur-explorateur français qui est mort et enterré en Algérie (tué par des guides touaregs, qui ont nourri des soupçons sur sa véritable identité).

Dans sa relation de voyage, il parle toujours de Sahara occidental et distingue clairement les nomades sahraouis maures des Marocains. Clairement. Pour le Sahara oriental, il sera utile à Bahija Simou de consulter l'histoire du Maroc du temps du sultan Ahmed al-Mansour, surnommé Ad-Dhahbi (« le doré » en arabe), pour avoir pillé les mines d'or du Mali, détruit l'empire songhaï et exterminé ses habitants. Riche et puissant grâce à l'or du Mali, al-Mansour avait en grippe la Régence d'Alger, dont il craignait la puissance de feu, de laquelle il se plaignait tout le temps à la Porte-Sublime (Constantinople, siège de l'Empire ottoman).

Un jour il attaqua à ce que Simou appelle le Sahara oriental, pour piller le Touat, Adrar et Ouargla, avant de prendre la fuite à l'arrivée des soldats de la Régence d'Alger. Il ne l'aurait certainement pas fait si cet espace était sous son commandement, n'est-ce pas ? Nous sommes aux alentours de 1575-1585. Il était 6^e sultan de la dynastie saadienne.

O.F.

RÉUNION DU GOUVERNEMENT PRINCIPAUX POINTS D'ORDRE DÉBATTUS

Le Premier ministre, Aïmene Benabderahmane, a présidé, hier, une réunion du Gouvernement au cours de laquelle il a examiné des projets de textes et entendu des exposés concernant les secteurs de la justice, de l'agriculture, de la solidarité et de la pêche.

LES PRINCIPAUX POINTS DÉBATTUS :

-Dans le domaine de la justice, le Gouvernement a examiné un avant-projet de loi portant mesures particulières pour l'obtention de la pension alimentaire, présenté par le ministre de la justice, garde des sceaux.

-Dans le domaine de l'agriculture, le Gouvernement a examiné un projet de décret exécutif portant affectation d'une parcelle de la forêt domaniale Ouled Antar, commune d'Ouled Antar, dans la wilaya de Médéa, s'inscrivant dans le cadre du renforcement de la qualité des services publics relevant d'organismes publics.

-Dans le domaine de la solidarité nationale, le Gouvernement a entendu une présentation de la ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme sur la situation des établissements spécialisés relevant de son département ministériel et de leurs perspectives.

-Dans le domaine de la pêche, enfin, le ministre de la Pêche et des Productions halieutiques a présenté une communication sur l'avancement dans l'exécution de la feuille de route relative à la mise en œuvre du régime spécifique de protection sociale des professionnels de la pêche.

I.M.

PRESSION EN FRANCE POUR DE NOUVELLES MESURES RESTRICTIVES SUR LE REGROUPEMENT FAMILIAL DES MILLIERS D'ALGÉRIENS CONCERNÉS

Le regroupement familial semble être le nouveau cheval de bataille du ministre français de l'Intérieur, Gérald Darmanin. Le ministre a évoqué devant des parlementaires la piste de demander aux étrangers souhaitant faire venir leur famille en France un revenu minimum. Le gouvernement est "favorable" à des amendements, dans son projet de loi sur l'immigration, qui permettraient d'introduire des mesures pour limiter le regroupement familial, a affirmé mardi le ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin lors d'une audition parlementaire.

En l'état, le texte présenté le 1^{er} février en Conseil des ministres et qui doit être examiné à partir de la fin mars au Sénat - contrôlé par la droite - ne prévoit aucune disposition sur le sujet, "mais j'ai entendu beaucoup de sénateurs (...) proposer des restrictions", a relevé le ministre de l'Intérieur, auditionné par la commission des Lois du Sénat.

"Je serais favorable (...) à des dispositions qui pourraient limiter le regroupement familial sans être contraires à la Constitution", a-t-il déclaré, énumérant trois pistes de "restrictions" de ce droit.

Le premier, a-t-il expliqué, pourrait consister à rediscuter des conditions d'accueil (taille du logement, revenus, durée de présence sur le territoire...) demandées aux étrangers qui souhaitent faire venir leur famille en France. "Est-ce que 1 800 euros pour deux personnes ça suffit?", a ainsi interrogé Gérald Darmanin. "Donc si le Sénat allait vers des modifications" qui imposeraient "un logement plus grand, une rémunération plus forte et surtout une condition de présence plus longue sur le territoire national, ça me paraîtrait de bon sens", a-t-il poursuivi.

I.M.Amine

AÏMENE BENABDERRAHMANE, AUX ASSISES DE L'AGRICULTURE :

«La production céréalière, un défi national»

Benabderrahmane a appelé à la nécessité de maîtriser les statistiques et les données, relevant que les terres agricoles destinées à la culture céréalière ne dépassent pas le million d'hectares, alors que le chiffre avancé auparavant était de trois millions...

Dans son discours de clôture des travaux des Assises nationale de l'agriculture, le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane, a affirmé que l'Etat fonde de grands espoirs sur l'agriculture pour renforcer sa sécurité alimentaire, rappelant que ce secteur occupe une place stratégique dans le plan d'action du gouvernement. Il a souligné que ces assises sont une opportunité pour renforcer les acquis et combler les lacunes et relever ainsi le défi de la sécurité alimentaire, qualifiant les résultats obtenus jusque-là en matière de production de positifs. Le Premier ministre s'est engagé à mettre en œuvre les recommandations issues de cette rencontre dans un délai ne dépassant pas les 12 mois afin de donner un nouvel élan au secteur. Il a précisé que ce calendrier sera discuté lors de la réunion du Gouvernement avant sa présentation au Conseil des ministres. Benabderrahmane insiste sur l'importance d'accompagner l'agriculteur et valoriser sa production afin de gagner sa confiance « qui est la clé de la réussite de toutes les politiques de développement ». Dans ce sillage, il a souligné que le président de la République a fait passer un message clair appelant à la rupture avec les anciennes pratiques, à tous les niveaux. Il a rappelé que le gouvernement, sous la direction du chef de l'Etat, a mis en place tous les moyens pour permettre à l'agriculture de réaliser les

APN : UNE JOURNÉE PARLEMENTAIRE SUR L'AUTODÉTERMINATION ET L'INDÉPENDANCE DU SAHARA OCCIDENTAL

L'Assemblée populaire nationale (APN) a organisé hier une journée parlementaire sous le thème « Non à l'obstruction du droit du peuple sahraoui à l'autodétermination et à l'indépendance », à l'initiative du groupe parlementaire du parti du Front de libération nationale (FLN), a indiqué un communiqué de l'APN. Le programme de cette journée parlementaire comporte plusieurs interventions d'enseignants et de chercheurs spécialisés dans la cause du Sahara occidental et l'allocation du président du Comité national algérien de solidarité avec le peuple sahraoui, Said Ayachi. L'enseignant Ismail Debeche évoquera à cette occasion le thème: « Décolonisation du Sahara occidental : nécessité du référendum », suivi de l'intervention du conseiller du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Salah Boucha, sur « le rôle de la diplomatie algérienne dans le soutien des peuples pour leur autodétermination ». Au programme figure également l'intervention de l'enseignant Mohamed Amroune, membre du Conseil de la nation, sur « la reconnaissance des pays de la légitimité de la cause sahraouie ». La rencontre sera clôturée par un débat général et une série de recommandations, ainsi que la distinction de plusieurs participants aux travaux.

R. N.



objectifs qui lui sont assignés. Selon lui, le secteur a accompli des résultats positifs mais il faut une nouvelle étape, à savoir l'intensification de la production. Pour ce faire, il a indiqué que le gouvernement a ouvert les voies du dialogue avec tous les acteurs du secteur en plus des moyens financiers et logistiques appropriés, tout en établissant de véritables politiques de développement pour relever le défi de l'autosuffisance alimentaire. « Le Gouvernement est toujours à l'écoute des agriculteurs et œuvre pour développer davantage le secteur sans distinction entre les filières et compte moderniser l'agriculture et améliorer les rendements », a-t-il relevé. Évoquant la filière céréalière, il a soutenu que le gouvernement tient plus que jamais à appuyer les producteurs en matière de semence de qualité permettant l'accroissement des rendements. Dans ce cadre, il a rappelé les mesures prises, notamment la subvention des engrais à hauteur de 50% au lieu de 20% et l'autorisation de l'importation du matériel agricole. « Ce que l'Etat a fait pour le développement de l'agricultu-

re en général et la céréaliculture en particulier n'échappe à personne. L'Etat est disposé à faire davantage pour une meilleure exploitation des terres agricoles destinées à la céréaliculture », a-t-il martelé. Benabderrahmane a appelé à la nécessité de maîtriser les statistiques et les données, relevant dans ce contexte que les terres agricoles destinées à la culture céréalière ne dépassent pas le million d'hectares alors que le chiffre avancé auparavant était de trois millions. Pour lui, il faut impérativement multiplier les surfaces céréalières, regrettant la dépendance de notre pays à l'importation du blé qui pèse lourdement sur le budget. Selon lui, l'augmentation de la production céréalière constitue un défi national. Dans cette optique, l'Etat récupérera toutes les terres inexploitées pour les distribuer aux seuls vrais agriculteurs et autres investisseurs. En outre, le Premier ministre a soutenu l'impératif d'élargir les superficies dédiées aux légumes secs, aux arbres fruitiers... qui contribuent à la diversification de la production agricole. Il en est de même pour les viandes dont

l'amélioration de la production est à portée de main ». Au sujet des viandes blanches, Benabderrahmane juge injustifiables les perturbations du marché, relevant « une défaillance dans la distribution ». Il a indiqué que l'Etat déclarera la guerre aux spéculateurs, aux intermédiaires et à ceux qui s'érigent en monopole. Il réitère la volonté du gouvernement de développer la filière oléagineuse. Concernant le financement, le Premier ministre a annoncé que toutes les banques, y compris privées, peuvent se lancer dans ce créneau qui ne sera plus l'apanage d'une seule institution. Benabderrahmane a également annoncé la poursuite des opérations d'assainissement du foncier, la relance du projet de la banque de gènes et l'implication de la recherche scientifique. « La sécurité alimentaire est l'affaire de tous et nécessite l'implication de tous dans un climat de transparence et dans un cadre de confiance mutuelle », a conclu le Premier ministre.

Y.B.

RELATION AU TRAVAIL, DROIT DE GRÈVE...

Chorfa défend activement le projet de loi sur le droit syndical

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Youcef Chorfa, a présenté, mardi 28 février, à l'Assemblée populaire nationale (APN), le projet de loi relatif à l'exercice du droit syndical. Présentant ce texte lors d'une plénière présidée par M. Brahim Boughali, président de l'APN, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Besma Azouar, M. Chorfa a fait savoir que ce projet de loi visait "le renforcement du rôle des organisations syndicales dans la défense des droits et la réalisation de la justice sociale". "Ce projet de loi fait suite aux grandes lignes émises par le Président de la République en vue d'engager de profondes réformes, notamment en matière de relations au travail, outre ses orientations données lors des réunions du Conseil des ministres, visant l'élaboration d'un projet de loi organisant l'action syndicale dans les différents secteurs", a-t-il expliqué. Et de préciser que le projet intervient pour donner une définition "plus claire" du concept de l'exercice du droit syndical, en instaurant des principes consistant notamment à "garantir l'indépendance

et la neutralité des syndicats, loin de tous tiraillements politico-partisans, distinguer l'exercice syndical de l'exercice politique, réorganiser le paysage syndical en accompagnant la création de fortes organisations syndicales, cesser la transhumance syndicale et instaurer le principe d'équité entre tous les syndicats sans discrimination aucune". A ce propos, il a indiqué que le projet de loi tendait également à "la concrétisation de certaines dispositions de la Constitution garantissant l'exercice du droit syndical dans le respect de la loi", ajoutant que le texte avait tenu compte des "normes internationales relatives à la liberté syndicale et à la préservation du droit syndical". Dans le même cadre, le ministre a relevé que ce projet qui comprend 164 articles répartis sur 8 chapitres "a été élaboré et enrichi après avoir mené des consultations avec les organisations syndicales et le patronat, ainsi que les organes consultatifs, à l'instar du Conseil national économique, social et environnemental (CNESE) et l'Observatoire national de la société civile (ONSC), outre des experts et des spécialistes

dans le code du travail". "Le paysage syndical actuel est composé de 160 organisations syndicales enregistrées, dont 99 organisations de travailleurs (72 dans le secteur de la Fonction publique : 34 dans le secteur de l'Éducation nationale et 20 dans le secteur de la Santé), a révélé le ministre ajoutant que sur le total des organisations syndicales, 61 organisations de patronat représentent les différentes professions, filières et secteurs d'activité" et sur "160 organisations syndicales agréées, 43 sont inactives". La Commission de la santé, des affaires sociales, du travail et de la formation professionnelle de l'APN a affirmé, dans son rapport préliminaire, que ce projet de loi visait "à renforcer le cadre juridique". L'examen de ce projet de loi par ses membres et les cadres du ministère a connu un débat riche, les participants étant unanimes à affirmer que les dispositions de ce dernier étaient favorables à l'exercice syndical dans notre pays. A l'issue de cette présentation, les députés ont entamé le débat de ce projet de loi.

APS

SÉCURITÉ HYDRIQUE

Comment sortir de la dépendance aux ressources conventionnelles

L'Algérie dispose de 211 dispositifs de traitement qui produisent un volume de 2,2 milliards m3 par an utilisés par le secteur agricole en irrigation, précisant que ce secteur consomme près de 70% des ressources en eau mobilisées dans le pays...

Le ministre des Travaux publics, de l'Hydraulique et des Infrastructures de base, Lakhdar Rekhroukh, a expliqué récemment que la stratégie mise en œuvre par les pouvoirs publics en matière de ressources en eau vise essentiellement de sortir progressivement de la dépendance aux ressources hydriques conventionnelles en investissant davantage dans le domaine des eaux non conventionnelles. Intervenant devant les membres de la Commission de la défense nationale de l'APN, Rekhroukh a expliqué que l'Algérie fait partie des pays au stress hydrique élevé et qu'il faudrait, par conséquent, ne pas compter uniquement sur les ressources conventionnelles. Il a ajouté : « nous œuvrons à mettre en place un système de gestion complémentaire des ressources en eau, avec pour objectif de sortir de la dépendance des ressources conventionnelles et renforcer notamment l'apport du dessalement de l'eau de mer ». Le ministre a rappelé, à ce propos, l'instruction du Président Tebboune pour la généralisation des stations de dessalement de l'eau de mer tout le long de la bande côtière. Rekhroukh a fait savoir, à cet effet, que l'objectif fixé pour 2024 est d'atteindre un taux de 42% d'eau potable provenant du dessalement et 60% en 2030. Les besoins en eau, sont couverts actuellement à hauteur de 15% par l'eau de dessalement, grâce aux 24



stations existantes qui produisent quotidiennement 2,2 millions m3, a-t-il précisé, ajoutant que 5 nouvelles stations sont en cours de réalisation. En matière d'épuration des eaux usées, le ministre a affirmé que le pays dispose de 211 dispositifs de traitement qui produisent un volume de 2,2 milliards m3 par an

utilisés par le secteur agricole en irrigation, précisant que ce secteur consomme près de 70% des ressources en eau mobilisées dans le pays. C'est la raison pour laquelle, a-t-il ajouté, « un plan de rationalisation de l'utilisation de cette ressource vitale par le secteur a été mis en place, en collaboration avec le ministère

de l'Agriculture ». L'Algérie a un potentiel hydrique mobilisable de 7,5 milliards de m3 en eaux souterraines, 10,5 milliards de m3 en eaux superficielles, 800 millions de m3 en eau de mer dessalée et 1 milliard de m3 en eau épurée, le tout constitue un potentiel de 19 milliards de m3 par an.

Y. B.

CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA JEUNESSE : PARACHÈVEMENT DE L'OPÉRATION D'INSTALLATION DES ORGANES

Le Conseil supérieur de la jeunesse (CSJ) a parachévé l'installation de l'ensemble de ses organes avec l'élection des vice-présidents,

des présidents de comités et de leurs vice-présidents, ainsi que des rapporteurs des comités, au terme des travaux de l'Assemblée générale extraordinaire qui se sont déroulés, les 26 et 27 février au Centre international des conférences (CIC) « Abdelatif-Rahal » à Alger, et ce après la parution du décret présidentiel relatif à l'approbation du règlement intérieur du CSJ. Présidant la clô-

ture de ces travaux, le président du CSJ, Mustapha Hidaoui a mis en avant « la réussite » de la session qui a été marquée par l'adoption de la « numérisation dans toutes ses étapes ». Pour M. Hidaoui, le CSJ « s'est transformé en un temps record en un espace juvénile, en vue de renforcer les concepts de partenariat et les procédés de l'exercice démocratique sous sa forme la plus noble ».

Y. B.

Principales canalisations de transfert de la SEAAL : Réparation des importantes fuites d'eau

La Société des eaux et de l'assainissement d'Alger (SEAAL) affirme, dans un communiqué, que les opérations de maintenance et de réparation des canalisations, effectuées périodiquement, avaient permis de réparer toutes les fuites importantes au niveau des principales canalisations de transfert. « La moyenne d'âge des principales canalisations de transfert est estimée à 35 ans, d'où l'impératif de mettre en place un plan d'action permanent en vue d'effectuer la maintenance et la réparation des canalisations et des équipements hydromécaniques numériques, ainsi que la réparation des fuites enregistrées », précise la même source. En 2022 par exemple, SEAAL a diagnostiqué et réparé plus de 550 fuites sur 2.000 km de réseaux dont le diamètre varie entre 5.00 et 2.000 mm, outre les opérations de réparation programmées qui seront effectuées après les travaux techniques urbains en vue de réduire, dans la mesure du possible, l'impact sur les programmes de distribution tracés. Cette activité concrétisée tout au long de l'année dans des conditions différentes a permis d'éliminer les principales fuites dans les systèmes stratégiques. « Aujourd'hui, il

n'existe aucune fuite importante au niveau des systèmes de transfert à Taksebt, Keddara, Boudouaou, la chaîne des hauteurs, la chaîne côtière et Mazafran », assure la même source. Ces réalisations permettront de « réduire considérablement les pertes d'eau et de préserver cette richesse rare en vue d'améliorer le programme de distribution pour la popu-

lation des wilayas d'Alger et de Tipasa (5 millions d'habitants) », selon la même source. SEAAL a mis l'accent sur l'importance de la mise en œuvre d'un plan s'étalant sur plusieurs années, en vue de renouveler les canaux de transport d'eau dans le but de sécuriser les systèmes de transfert, et par conséquent, assurer l'approvisionnement en eau potable des

wilayas d'Alger et de Tipasa, ainsi que Tizi Ouzou, Boumerdes et Blida partiellement. Les canalisations de transport d'eau potable sont un élément important dans l'opération d'exploitation du réseau public d'eau, car permettant le transfert quotidien de 1,15 millions m3 à travers un réseau de production de 2.000 km sur ces cinq wilayas.

APS

VERSEMENT DES REVALORISATIONS SALARIALES DANS LE SECTEUR DE L'ÉDUCATION NATIONALE

Impératif de respecter les délais impartis

Le ministre de l'Éducation nationale, M. Abdelhakim Belaabed a insisté sur l'impératif de respecter les délais impartis dans le versement des revalorisations salariales pour les fonctionnaires du secteur, à savoir avant le mois de Ramadhan, tout en faisant preuve de rigueur dans la gestion de ce dossier, indique un communiqué du ministère. Le ministre a présidé une conférence nationale en visioconférence consacrée à l'examen de la disposition des directions de l'Éducation à prendre en charge les augmentations de salaires déci-

dées par le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune et leur versement avant le mois de Ramadhan, ainsi que l'évaluation de la mise en œuvre des opérations liées à la gestion. Lors de cette conférence qui a vu la présence de cadres de l'Administration centrale et des directeurs de l'Éducation, M. Belaabed a souligné l'impératif de « respecter les délais impartis tout en faisant preuve de rigueur nécessaire dans la gestion de ce dossier ». Le ministre a suivi dans ce cadre un exposé présenté par le directeur des res-

sources financières et matérielles. Il a souligné la nécessité « de finaliser la validation des listes nominatives arrêtées au 31 décembre 2022, sachant que la majorité des directions avait finalisé cette opération ». Il a mis l'accent en outre sur la nécessité « de poursuivre les opérations de contrôle et la maintenance continue des équipements de chauffage, tout en sensibilisant les directeurs des établissements de l'Éducation à l'importance de veiller personnellement à ce sujet ».

R. N.

PROMOUVOIR LA LANGUE ET LA CULTURE AMAZIGHES DANS LE SYSTÈME DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, a passé en revue avec le secrétaire général du Haut commissariat à l'amazighité (HCA), Si El-Hachemi Assad, les moyens de renforcer la coopération et le partenariat entre les deux parties en vue de promouvoir la place de la langue et la culture amazighes dans le système de l'enseignement supérieur, a indiqué, un communiqué du ministère. La rencontre à laquelle a pris part une délégation du HCA et des cadres du ministère a permis d'« examiner les moyens de renforcer la coopération entre le ministère et le HCA dans divers domaines, notamment l'enseignement et la formation professionnels et la recherche scientifique ». Dans le but de renforcer le partenariat et de promouvoir la place de la langue et la culture amazighes dans le système de l'enseignement supérieur, les deux parties ont convenu de « la possibilité d'ouvrir un institut de la langue et de la culture amazighes au niveau de l'Université Hassiba-Benbouali dans la wilaya de Chlef, d'une classe de tamazight au niveau de l'École normale supérieure de Ouargla, en coordination avec le ministère de l'Éducation nationale », outre « la préparation de l'introduction de la culture et de la langue amazighes au programme de l'École normale supérieure pour les sourds-muets (ENSSM) de Beni Messous ». Il a été convenu également de la possibilité d'introduire Tamazight au niveau des Centres d'enseignement intensif des langues en vue de promouvoir la culture et la langue amazighes et d'accompagner le HCA dans la traduction de la langue arabe vers tamazight », outre « la possibilité d'associer les établissements universitaires à l'organisation conjointe du prix du Président de la République d'excellence de la culture et la langue amazighes », conclut le document.

R. N.

LE MINISTRE DE L'ENERGIE ET DES MINES L'AFFIRME :

La production nationale d'engrais couvre l'intégralité de la demande locale

Le ministre souligne que le secteur dont il a la charge compte augmenter les capacités d'obtention de l'énergie propre pour développer l'agriculture à travers des solutions vertes et innovantes avec l'amélioration de la performance de l'utilisation de l'énergie et des énergies nouvelles...

Le ministre de l'Énergie et des Mines, Mohamed Arkab, affirme que la production nationale d'engrais avait connu un bond qualitatif ces dernières années lui permettant de couvrir désormais l'intégralité de la demande locale. Intervenant lors des travaux des Assises nationales de l'agriculture, qui se sont déroulés au Palais des Nations (Club des pins) sous le slogan "Agriculture : pour une sécurité alimentaire durable", M. Arkab a indiqué que "l'intégralité de la demande intérieure d'engrais a été couverte grâce à la production nationale qu'assurent le Groupe Sonatrach et ses partenaires, renforçant le marché national avec plus de 300.000 tonnes d'urée". Le ministre a, dans le même contexte, souligné la signature de 116 contrats d'approvisionnement en engrais avec le Groupe ASMIDAL et des opérateurs privés, en vue d'assurer son approvisionnement à travers l'ensemble du territoire national sans recourir à l'importation. "Nous entendons poursuivre le travail avec davantage de profondeur, de façon continue, avec tous les secteurs pour parvenir à satisfaire le marché national local

et proposer différents types d'engrais par le biais de la production locale", a ajouté le ministre. Il a également mis en avant les mécanismes adoptés pour assurer la stabilité des prix sur le marché national, qui "ont permis de protéger l'agriculteur algérien des fluctuations des prix internationaux d'engrais qui n'ont eu de cesse d'augmenter et ont atteint des niveaux très élevés". Le ministre a rappelé, dans ce contexte, l'importance du projet du complexe de phosphate à l'est du pays devant alimenter le marché intérieur en matière première pour la production des engrais composés et exporter la surproduction pour augmenter le volume des exportations du pays hors hydrocarbures. Outre les engrais, le secteur de l'énergie et des mines contribue grandement à la réalisation de la sécurité alimentaire à la faveur du raccordement des superficies agricoles en électricité et gaz concernant l'industrie agroalimentaire, a fait savoir M. Arkab qui a rappelé le raccordement de 30.000 exploitations agricoles sur un total de 57.000 en électricité à la fin de 2022 pour un coût global de 74 milliards de DA. Le



ministre a affirmé par ailleurs que son secteur compte "augmenter les capacités d'obtention de l'énergie propre pour développer l'agriculture à travers des solutions vertes et innovantes avec l'amélioration de la performance de l'uti-

lisation de l'énergie et des énergies nouvelles et renouvelables sur l'ensemble des systèmes agricoles pour une sécurité alimentaire durable".

Y. B.

EXPORTATION DE CIMENTS ET DÉRIVÉS

Lafarge Algérie se fait une place sur le marché international

Les exportations réalisées en 2002 par Lafarge Algérie ont atteint 3,3 millions de tonnes de ciment. Poussant ses ambitions plus loin, l'entreprise projette de les porter à 4,2MT, tous produits confondus, dont 50% de ciment, à l'horizon 2025-2026. Ces chiffres ont été fournis par Nicolas George, représentant du groupe Holcim en Algérie, à l'occasion d'une rencontre, organisée récemment à Alger. Cet objectif s'inscrit dans une stratégie de décarbonation en réduisant de 10% de CO2 par tonne de ciment produite. Pour donner de l'épaisseur à ses exportations, le groupe Lafarge prévoit d'investir 18 millions de dollars dans l'industrialisation de la logistique. «Beaucoup reste à faire sur cette partie d'investissement», a-t-il admis. Dans ce sillage, le responsable a précisé que la réalisation du premier chargeur qui se trouve au port de Djen Djen (Jijel) permet aujourd'hui de charger un navire de 40.000 tonnes en deux ou trois jours. Le deuxième grand investissement consiste en la première plateforme logistique

située à quelques encablures de ce port et destinée à l'exportation du clinker. « Elle a été connectée au rail dans le cadre d'un partenariat avec la Société nationale de transport ferroviaire (SNTF) », détaille le directeur de l'export et des relations publiques auprès du groupe Holcim, Hafid Aouchiche. Le troisième investissement concerne le renforcement et la rénovation de la flotte des cocottes à ciment assurant le transport de la marchandise à exporter et parer aux contraintes liées à la logistique. «Le manque de camions affecte la cadence des exportations. Les cadences du chargement doivent obéir aux exigences du marché international», appuie-t-il. Concernant le bilan 2022 de Lafarge, George rappelle le lancement du premier ciment vert en Algérie dit Chamil Ecoplanet. Il est prévu d'atteindre le taux de 20% de ventes de ce produit à l'horizon 2026. En matière de durabilité, le groupe a lancé le projet d'une usine fonctionnant à 100% à l'énergie solaire en partenariat avec des start-up algé-

riennes. Il évoque, également, quatre lignes équipées en filtres à manches de dernière génération permettant de réduire les émissions de poussière. Pour ce qui est de l'empreinte environnementale, le bilan fait état de 270.000 tonnes de déchets traités, dont 7.200 t de déchets industriels, 254.000 t de vase de barrages et 15.000 t de déchets de fer. De même, Lafarge a veillé à la certification (ISO 14001) de l'ensemble de ses cimenteries. Après s'être affirmé dans les matériaux de construction, particulièrement le ciment, le granulats et le béton, Lafarge œuvre à développer des solutions et produits dans divers domaines : toiture, façade, isolation et mortiers pour carreaux, explique le conférencier, citant Airium, comme solution pour l'isolation thermique. L'importance de celle-ci réside dans l'orientation du pays vers la transition et l'efficacité énergétiques, notamment dans le bâtiment. D'ici 2050, le groupe s'engage à réduire les émissions de CO2 qui devraient être annulées ou capturées et

séquestrées à travers des solutions technologiques qui permettent sa valorisation. Selon le même responsable, 70% de la réduction de Co2 passe par la capture carbone, d'où l'intérêt manifesté par le groupe Holcim Algérie d'entreprendre des projets en ce sens. Pour ce qui des possibilités de valorisation, elles sont multiples, parmi lesquelles figure son introduction dans la récupération assistée des hydrocarbures. Ainsi, l'Algérie pourrait être pionnière sur un marché qui n'est qu'à son état embryonnaire, selon George. S'agissant du volet recherche-développement, Lafarge Algérie entend relancer plusieurs partenariats avec les universités algériennes, tout en accordant plus d'importance aux thématiques de recherche traitant des solutions innovantes en termes d'isolation thermique. Les start-up seront fortement impliquées dans les projets de gestion des déchets, notamment la collecte, le tri et le transport pour permettre aux unités du groupe d'intervenir en aval, conclut Nicolas George. R. E.

SÉISME EN TURQUIE : LA BANQUE MONDIALE ESTIME LES DOMMAGES À 34 MILLIARDS DE DOLLARS

La Banque mondiale (BM) a estimé le montant des dommages matériels résultant des deux tremblements de terre dévastateurs qui ont frappé le sud de la Turquie au début du mois, à 34,2 milliards de dollars. « Les pertes s'élevant à 34,2 milliards de dollars, soit 4 % du PIB pour 2021 », selon Humberto Lopez, directeur de la Banque mondiale en Turquie. Il a souligné que « le tremblement de terre aura un impact négatif sur la croissance de l'économie turque en 2023 d'un demi-point de pourcentage ». « Plus de la

moitié des coûts proviennent des bâtiments résidentiels », a déclaré le responsable de la Banque mondiale. « De graves dommages aux infrastructures, y compris les chemins de fer, les autoroutes et les ponts, ont également été pris en compte », a-t-il ajouté. Cependant, l'estimation préliminaire publiée par la Banque mondiale exclut les effets indirects ou secondaires des tremblements de terre qui ont coûté la vie à plus de 44 000 personnes en Turquie et en Syrie. Le 6 février, un double tremblement de terre a frappé le sud de la Turquie et le nord de la Syrie, le premier d'une magnitude de 7,8 degrés et le second de 7,6 degrés, suivis de milliers de répliques violentes, faisant des dizaines de milliers de morts. R. E.

Investissements étrangers : 29 projets enregistrés en trois mois

Depuis le 1^{er} novembre 2022, date de l'entrée en vigueur de la nouvelle loi sur l'investissement jusqu'au 16 février dernier, plus de 1.175 projets d'investissement ont été inscrits à l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), a déclaré son directeur Omar Rekkache. « Ces projets d'investissement sont d'un montant équivalent à 389 milliards de dinars, avec un engagement ferme de créer 30.500 postes d'emploi directs », a détaillé le responsable lors de son intervention au centre

universitaire Morsli-Abdallah à Tipasa, au cours de la première rencontre sur l'investissement dans la wilaya. Concernant les investissements étrangers enregistrés durant la même période au niveau du guichet unique des grands projets et des investissements étrangers, il a avancé le nombre de 29 projets, dont 11 sous forme d'investissement direct et 18 dans le cadre de partenariat avec des entreprises nationales.

R. E.

LIBÉRATION DE LA VILLE D'ORAN DE L'OCCUPATION ESPAGNOLE:

Une prise de conscience du peuple algérien

Le sursaut des Algériens pour libérer Oran était la preuve de l'unité nationale du peuple algérien, selon le même chercheur, qui a rappelé que la première occupation espagnole de la ville d'Oran a eu lieu en 1509 et la libération en 1709...

Les participants à une conférence mardi 28 février, au musée Ahmed-Zabana d'Oran ont affirmé que la libération de la ville d'Oran de l'occupation espagnole était une preuve de la prise de conscience du peuple algérien et de son attachement à l'unité nationale. Abdelkader Bou-baya, chef du laboratoire d'histoire de l'Algérie à l'université d'Oran 1 Ahmed-Ben-Bella, qui a animé les travaux de cette rencontre sur l'anniversaire de la libération de la ville d'Oran et de Mers El Kebir, a indiqué que l'occupation espagnole qui a duré plus de trois siècles, a fait des ravages, ruinant Oran et pillant tous les manuscrits des mosquées et autres objets qui se trouvent actuellement dans un musée à Madrid.

"Les forts et les tunnels édifiés par l'occupant espagnol à Oran indiquaient que son objectif était d'y rester le plus longtemps possible. Mais, le peuple algérien était conscient que la présence des Espagnols



conduira à une occupation totale de l'Algérie, agissant comme un seul homme pour casser l'épine de cette occupation et prêter main forte aux Ottomans venus aider les Algériens à se libérer de ce colonialisme brutal", a-t-il souligné.

Le sursaut des Algériens pour libérer Oran était la preuve de l'unité nationale du peuple algérien, selon le même chercheur qui a rappelé que la première occupation espagnole de la ville d'Oran a eu lieu en 1509 et la libération en 1709. Les Espagnols ont occupé la ville qui a été finalement libérée le 23 février 1792 grâce aux efforts du Bey Mohamed El Kebir Ben Othmane qui a fait appel à un grand nombre d'Algériens pour congédier l'occupant. Pour sa part, le chercheur du

même laboratoire, Hosni Belhil, a soutenu que Bey Mohamed El Kebir Ben Othmane a adopté une stratégie pour vaincre l'occupant espagnol en s'appuyant sur des savants et des étudiants d'écoles coraniques de plusieurs régions dont Ghriss, Mazouna, Relizane, Tihert (Tiaret), Tlemcen, Mascara et les environs de la ville d'Oran, qui firent de grands sacrifices pour cette libération, tombant en martyrs au champ d'honneur. "Les Ulémas étaient certains qu'après la chute de Grenade en Andalousie, les Espagnols se tourneront vers l'occupation des côtes occidentales de l'Afrique du Nord, et plus précisément Oran, pour empêcher une fois pour toutes les Musulmans de retourner en Andalousie", a-t-il dit. L'enseignant d'histoire à l'Université

d'Oran 1, Mohamed Belhadj, a, lui, indiqué que le tremblement de terre qui avait frappé Oran en 1790 a été un autre facteur contribuant à atteindre les objectifs des résistants : celui de chasser l'occupant espagnol, de même que le rôle des étudiants des écoles coraniques (talesbs) et de leurs cheikhs ayant formé des remparts contre les Espagnols et assiégeant de la ville de tous les côtés pour leur livrer une grande et ultime bataille.

Le même chercheur a souligné que "les Algériens ont adopté des positions dans les périodes difficiles et la libération d'Oran est un test de patriotisme ancré chez les Algériens comme conscience historique". Les participants à cette rencontre ont animé des communications traitant de thèmes, entre autres, "Oran à travers les collections muséales conservées au musée Ahmed Zabana", "lecture du manuscrit de Saad Saoud dans l'actualité d'Oran" et "monuments ottomans et espagnols à travers les écrits conservés". Le programme de cette conférence, organisée par le musée public national "Ahmed Zabana" d'Oran à l'occasion du 231e anniversaire de la libération d'Oran de l'occupation espagnole, comporte également une exposition mettant en exergue, à travers des affiches et des pièces muséales, les différentes périodes historiques vécues par la capitale de l'ouest du pays.

R.R.

APS

Université de Béjaïa: Ouverture d'un laboratoire de recherche en études amazighes

L'Université Abderrahmane-Mira de Béjaïa a lancé, mardi 28 février, la version amazighe de son site web qui a coïncidé avec la mise en place d'un laboratoire de recherche en études amazighes, en présence du secrétaire général du Haut commissariat à l'amazighité (HCA), Si El Hachemi Assad. « Il s'agit de deux actions conjointes pour faire avancer et intégrer la dimension amazighe dans l'échiquier institutionnel », a souligné Si El Hachemi Assad, qui s'est dit « fier » de ces deux nouveaux jalons, plantés sur la voie de la promotion de tamazight. « L'exemple et l'expérience méritent d'être généralisés à toutes les universités », a-t-il souligné. Abordant la question du laboratoire, Si El Hachemi Assad a relevé qu'il allait offrir des opportunités en termes de renforcement et de prise en charge des problématiques scientifiques importantes de Tamazight.

Ce laboratoire vient joindre ses prérogatives et ses missions à celles des structures déjà existantes, à l'instar du Centre national de recherche en langue et culture amazighes, le département de langue et culture amazighes, le département de traduction et dont la conjonction va assurer une coordination synergique et une dynamique singulière dans la promotion de cette langue nationale, a-t-il expliqué. « A Béjaïa, l'environnement est favorable pour permettre à ce laboratoire de réussir son démarrage », a ajouté le responsable du HCA, soulignant, dans ce cadre, son « optimisme » du fait que localement, « la ressource humaine et la compétence existent ».

M. Assad n'a pas manqué de rappeler la disponibilité du HCA à accompagner les chercheurs de cette structure, en mettant à leur disposition son expérience, son expertise et sa présence sur le terrain.

Les chercheurs bénéficieront aussi des facultés du HCA à donner de la visibilité à leurs travaux, grâce à ses propres prestations en termes d'édition ou de coédition, du fait de ses conventions de partenariat avec certaines maisons d'édition. Au cours de cette cérémonie, les organisateurs ont présenté une start-up qui se propose d'assurer des prestations dans le domaine de la traduction en tamazight de sites web. « Nous sommes submergés de demandes de traduction », a indiqué M. Assad, se félicitant de l'arrivée de ces start-up qui vont « alléger les sollicitudes envers le HCA en la matière et ouvrir un véritable créneau professionnel dans le domaine de la traduction, d'autant que les candidats font partie des promotions universitaires de Béjaïa », a-t-il conclu.

R. R.

DÉVELOPPEMENT À TISSEMSILT

Le wali adopte une approche participative dans son plan d'action

Le wali de Tissemsilt, Nahila Laâradj, a présidé une réunion du conseil exécutif en présence du président de l'Assemblée populaire de wilaya, du secrétaire général de la wilaya, des membres de l'Assemblée populaire de wilaya, des directeurs des secteurs, des chefs de daïra et des présidents des Assemblées populaires communales, a indiqué la wilaya dans un communiqué. A l'ordre du jour

de cette réunion, l'étude de l'état d'avancement du programme de développement complémentaire et le recensement du foncier immobilier destiné à la construction de logements. Dans son discours, le wali a affirmé qu'il adopte une approche participative dans son plan d'action « qui prend en compte les aspirations légitimes des citoyens et les besoins exprimés et ce, avec la contribution de tous sans

exception », l'exécutif, les élus et tous les acteurs, afin de « livrer tous les projets inscrits dans le programme de développement complémentaire dans les délais impartis ». Il a aussi demandé de prendre en considération les préoccupations de la population dans tous les domaines et secteurs « pour atteindre les objectifs et faire progresser le développement local ».

R.R.

APS

Béchar : le centre anti-cancer se dote d'une unité d'oncologie-génétique

Le Centre anti-cancer (CAC) de Béchar vient de se doter d'une unité d'oncologie-génétique ultramoderne au titre du plan national de lutte contre le cancer, a indiqué le directeur de cette structure hospitalière.

Cette unité, première du genre dans toute la région du sud-ouest du pays et qui a été mise en service récemment, permet dans un laps de temps d'effectuer

des analyses et des diagnostics à partir d'une prise de sang pour la recherche de mutation chez les personnes ayant une prédisposition héréditaire au cancer, a déclaré à l'APS Ahmed Chawki Belbey.

Inscrit dans le cadre du renforcement des prestations médicales du CAC, cette nouvelle unité sera d'un grand apport dans le suivi et le traitement médical des patients tant des wilayas du sud-ouest du

pays que des autres régions du pays, a-t-il expliqué. Trois patients ont été déjà pris en charge par cette unité, qui vient renforcer notre plateau et protocole technique et médical pour une meilleure prise des patients, a ajouté M. Belbey.

Le CAC de Bechar, sera prochainement renforcé par la mise en service de médecine nucléaire, dont le coup d'envoi de prestations spécialisées a été retardé

pour cause de procédure technique, selon le même responsable. Il a fait savoir par ailleurs que sept (7) importantes interventions chirurgicales, dont trois dites « lourdes », ont été effectuées avec succès par une équipe de chirurgiens venus d'Oran dans le cadre de journées médico-chirurgicales dédiées au cancer, organisées récemment par le CAC.

R. R.

INDE-RUSSIE : LES LIENS SA

Nos «spécialistes» de plateaux TV nous affirment, depuis le début du conflit en Ukraine, que la Russie est isolée. Des assertions totalement erronées, comme en témoignent les relations de Moscou avec l'Afrique, le monde arabe, la Chine... et l'Inde.



PAR ROLAND LOMBARDI

Loin de toute analyse sérieuse et répondant plutôt à de la pure propagande, ces assertions, frisant souvent l'absurde, se révèlent par ailleurs totalement erronées dans les faits. Nous l'avons vu avec l'Afrique, le monde arabe avec notamment l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis et l'Égypte, et surtout avec les deux autres grands, la Chine et l'Inde.

L'occasion ici de revenir sur les relations, plus profondes qu'on ne le pense, entre Moscou et Delhi... Durant près de 70 ans, après l'indépendance de l'Inde en 1948, le parti du Congrès – celui de Nehru et de sa famille avec Indira et Rajiv Gandhi, sans aucun lien avec le célèbre Mahatma (la grande âme) Gandhi –, socialiste et étatiste, a maintenu le pays sur une ligne tiers-mondiste et non-alignée, distante des Occidentaux mais plutôt proche de l'Union soviétique. Roland Lombardi est docteur en Histoire, géopolitologue et spécialiste du Moyen-Orient. Ses derniers ouvrages : *Poutine d'Arabie* (VA Éditions, 2020) et *Sommes-nous arrivés à la fin de l'histoire ?* (VA Éditions, 2021). Depuis 2014 et sa victoire sur un parti du Congrès vieillissant, l'ultra-nationaliste Narendra Modi et le BJP (Bharatiya Janata Party, «parti indien du peuple») sont au pouvoir.

Ils ont orienté avec succès le pays jusqu'en 2020 sur une voie économique «libérale» et sur la mondialisation. Les conséquences de la pandémie du Covid ont été désastreuses pour le pays, tant sur le plan économique que sanitaire. Le sulfureux «populiste» Modi a très mauvaise presse dans les chancelleries et les intelligentsias occidentales.

Circonstances aggravantes, sa législation hindouiste, l'hindutva – littéralement «l'Inde aux hindous» (les hindous représentent 80% de la population en Inde) – de 2019 a accentué la marginalisation des musulmans et entraîné plusieurs attaques contre des mosquées. En Inde,

les musulmans représentent 14% de la population et avec 172 millions d'âmes, le pays possède la plus grande population musulmane de la planète après l'Indonésie.

Depuis plusieurs décennies, Delhi est confrontée au terrorisme islamiste issu de sa communauté musulmane (travaillée depuis longtemps par les services spéciaux d'Islamabad) et principalement dans la région transfrontalière du Pakistan et au Cachemire. L'une des attaques les plus spectaculaires fut celle de Bombay en novembre 2008. Elle fit 188 morts (dont 26 ressortissants étrangers) et plus de 300 blessés. Si l'on ajoute à cela la révo-cation brutale en 2019 de l'autonomie du Cachemire et la répression féroce des Cachemiris, on ne peut que constater une tension intercommunautaire toujours plus prégnante.

De toute évidence, la république indienne actuelle n'est plus l'Inde de Nehru et surtout, du vieux sage Gandhi, l'homme au célèbre pagne et grand théoricien de la «non-violence». Ce dernier fut assassiné en 1948 par un hindou nationaliste membre d'un groupe extrémiste et lointain ancêtre du BJP. L'Inde, le futur géant démographique du monde Aujourd'hui, l'Inde est le deuxième pays le plus peuplé du monde, après la Chine, avec 1,25 milliard d'habitants. Dans moins d'une dizaine d'années, elle devrait dépasser l'Empire du milieu pour devenir le premier géant démographique du monde. Sa participation aux réunions des BRICS et du G20, sa présence (avec ses rivaux pakistanais et chinois) au sein de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) – «alliance» politico-économique visant à contrebalancer l'hégémonie américaine –, initiée en 2001 par la Chine, la Russie, le Kazakhstan, le Kirghizstan, l'Ouzbékistan et le Tadjikistan (rejoints par l'Iran en 2021), ne font pour autant pas encore de ce pays un acteur majeur des relations internationales. Même si certains spécialistes prédisent sa future intégration au Conseil de sécurité de l'ONU, celle-ci n'est pas pour demain. En dépit d'une impor-

tante diaspora performante et dynamique, en Grande-Bretagne, en Afrique mais surtout sur la côte est des États-Unis et en Asie (environ 15 millions d'expatriés), elle demeure toujours très en retard par rapport à l'avance extraordinaire de Pékin en termes de compétitivité, d'influence, de lobbying et surtout de «conquêtes» financières et commerciales.

Or, certains stratèges occidentaux ont émis l'idée que l'Inde pourrait devenir une alternative séduisante pour contrecarrer les ambitions agressives, tentaculaires et mondiales chinoises. Lire aussi Le ministre indien des Affaires étrangères Subrahmanyam Jaishankar à Moscou, le 8 novembre 2022. A Moscou, le chef de la diplomatie indienne se félicite du partenariat énergétique avec la Russie Sur le plan géostratégique, la surveillance océanique de l'océan Indien et l'objectif de ne pas laisser Pékin prédominer jusqu'à l'Afrique la zone indo-pacifique via ses nouvelles routes de la soie sont loin d'être négligeables.

L'avenir n'étant jamais certain, s'allier également avec la quatrième puissance militaire mondiale est un avantage. L'idée d'une sorte d'«alliance inter-civilisationnelle huntingtonienne» avait d'ailleurs séduit Donald Trump. La personnalité sulfureuse de Modi présenté comme son alter ego indien a plu à l'ancien locataire de la Maison-Blanche. Irrité et lassé par la mansuétude de ses prédécesseurs envers un allié pakistanais jouant un double-jeu avec l'islamisme, le président américain avait entrepris un basculement stratégique avec l'Inde dont les relations avec Washington ont été longtemps tendues. D'où les rencontres historiques et chaleureuses entre les deux chefs d'État en 2020 afin de sceller le renforcement de leurs liens commerciaux et militaires dans le cadre du containment de la Chine et de la guerre commerciale initiée contre les Chinois par le 45e président américain. Évidemment, Modi est loin d'être le paragon du leader démocrate pour les progressistes et idéologues de l'administration Biden. Or ce dernier, malgré ses beaux discours moralisateurs, a été forcé depuis deux ans de revenir toujours à chaque fois et sur tous les dossiers, à la politique réaliste de Trump, sans pour autant parvenir, on l'a vu, à diviser Delhi et Moscou sur le dossier ukrainien... Inde/Russie, une vieille et solide alliance, car comme la Russie, l'Inde a un lourd passif historique avec la Chine, alliée du Pakistan. À l'instar du conflit de 1962 dans la zone himalayenne, encore aujourd'hui les incidents y sont fréquents.

Pour Moscou et Delhi, bien que membres tous les deux de l'OCS, développer des relations étroites et un partenariat stratégique – comme à l'époque soviétique face à la République populaire de Chine – est plus que jamais d'actualité notamment avec la guerre en Ukraine. En effet, les sanctions occidentales contre la Russie ont poussé celle-ci un peu plus dans les bras de Pékin (grave erreur stratégique des Occidentaux par ailleurs). Moscou a donc été forcé de diversifier et développer ses débouchés économiques et commerciaux particulièrement vers l'Inde et la Chine. Or les Russes craignent, à juste titre, une trop forte vassalisation de leur pays au profit de l'Empire du milieu. Dès lors, la Russie s'est empressée d'approfondir ses relations avec le vieil allié indien, totalement aligné par ailleurs sur la lutte antiterroriste et contre l'islam politique et radical du Kremlin au Moyen-Orient ou en Asie centrale.

Ainsi, même si l'Inde semble en coulisse perdre patience et presser la Russie d'en finir avec ce conflit, il n'en reste pas moins que Delhi n'ayant pas défendu l'invasion, contrairement à l'annexion de la Crimée en 2014, se refuse toujours de

critiquer officiellement la décision russe, de peur d'un flux de pétrole (l'Inde est le second acheteur pour les livraisons de pétrole brut) et les livraisons de pétrole brut sont vendues à un prix réduit et préférentiel (pour freiner la hausse des carburants) et d'éviter la venue de Russie.

Or si cette dernière n'est pas d'aujourd'hui des difficultés pour fournir des pétroliers et des munitions, même indienne, elle est toujours le premier fournisseur de l'Inde depuis près d'un siècle et 85 % des services dans les entreprises indiennes sont russes. Or même si les Indiens essaient de développer leurs relations avec certains pays européens, ils ne peuvent encore des pays d'Europe du Nord comme Israël, les Émirats arabes unis, le continent n'est pas rompu avec la Russie. Or, gagnant plus que tout ce qui faiblit et s'inféode. Le Chinois, ses grands rivaux, les toriques. Bref, les rêves de certains concernant un prochain rapprochement russo-indien ne sont pas au final de se réaliser. Or, le monde du réel, la recomposition géopolitique

POURQUOI LA

On revient sur le mythe d'une Russie constituerait une zone-tampon entre l'Occident et la Chine. Moscou et Pékin sont en fait voués à une coopération plus fiable que celle qu'offre l'Ouest.



PAR BRUNO GUIGUE

Chercheur en philosophie politique, analyste politique

Parmi les analyses qui portent sur les relations entre la Russie et l'Occident, une interprétation fréquente consiste à dire que l'acharnement mortifère de l'OTAN contre la Russie relève avant tout d'une déplorable erreur de calcul.

En un mot, celle-ci aurait eu pour effet pervers de repousser ce grand pays vers son espace asiatique et extrême-oriental, alors même qu'il ne demandait pas mieux, au lendemain de la chute de l'URSS, que de coopérer avec l'Ouest. Autrement dit, la Russie avait l'ardent désir de rejoindre le

concert des nations européennes, et c'est la courte vue des Occidentaux l'en a empêchée, à regret, tant était puissant le courant pro-occidental emportant le pays au changement de régime en 1991. Mais ce n'est pas tout. Les tenants de cette analyse estiment généralement que cette erreur stratégique a privé l'Occident d'un poids face à la mortelle menace d'une puissance plus menaçante que ne partage pas cette chose, et pour deux raisons. D'abord, parce que la Russie, sous Vladimir Poutine, n'a jamais fait d'illusion sur sa capacité des Occidentaux à tolérer un autre rôle de puissance, concurrent du rôle de l'Occident, susceptible de peser un peu dans l'espace européen. Que Moscou ait fait d'une interminable coopération face aux violations par les Occidentaux, les gements pris au

CRÉS DE LA GÉOSTRATÉGIE

nt l'agres-
de voir les
nde est le
ur Moscou
hydrocar-
es à prix
el afin de
s prix des
armement

a aujour-
évidentes
èces déta-
ons à l'ar-
demeure
ournisseur
d'un demi-
ystèmes en
s forces
s. De plus,
essaient de
ations avec
péens ou
u Moyen-
l'Égypte et
is, le pays-
s près de
ssie, crai-
qu'elle s'af-
e trop aux
rivaux his-
ntasmes et
«experts»
ain divorce
t pas près
er dans le
en pleine
litique...

R. L.



RUSSIE VA LAISSER L'EUROPE « À DÉCOUVERT »

e qui
e
kin
plus

ons euro-
politique
lentaux qui
son grand
puissant le
mental qui
depuis le
time surve-
e n'est pas
cette ana-
également,
dissimulé,
stratégique a
un allié de
tée inexo-
ce chinoise
jamais. Je
vision des
raisons.
a Russie de
ne s'est
on sur la
dentaux à
le de puis-
u leur, sus-
n tant soit
uropéen.
ait preuve
e patience
s répétées,
des enga-
uprès de

Mikhaïl Gorbatchev en 1991, ne signifie pas que les dirigeants russes, à partir de l'accession au pouvoir de Vladimir Poutine, aient nourri le moindre espoir de voir la Russie reconnue et respectée par ses «partenaires».

De ce point de vue, l'incroyable forfaiture du bombardement de la Serbie sous de faux prétextes humanitaires, en 1999, avait eu des vertus pédagogiques suffisantes. Déniant au passage les libéraux et autres pro-occidentaux les

plus candides, elle eut tôt fait de convaincre la grande majorité des Russes quant à la véritable nature du «partenariat» avec l'Occident. Car cette agression illégale fit la démonstration qu'un pays européen pouvait subir de la part de l'OTAN les mêmes violences que celles que l'hyperpuissance américaine, dans l'atmosphère apocalyptique du «moment unipolaire», infligeait sans états d'âme aux nations souveraines du Moyen-Orient.

La deuxième raison pour laquelle la vision des relations russo-occidentales précitée me paraît faire fausse route, c'est qu'elle s'adosse à cette montagne de préjugés sur la Chine qui la décrivent comme «conquérante», «dominatrice», «expansionniste» et puis, tant qu'on y est, «impérialiste». Or aucun de ces qualificatifs ne s'applique sérieusement à ce pays. Comme le montre son histoire la plus ancienne, du moins pour ceux qui la connaissent, et comme

l'illustre tous les jours son insertion pacifique dans un monde globalisé, la Chine n'a aucune ambition impérialiste. Elle ne cherche pas à repeindre le monde aux couleurs chinoises, mais à développer son économie en faisant des affaires avec ceux qui y trouvent aussi leur intérêt.

Contrairement à Washington, Pékin ne s'immisce pas dans les affaires intérieures des autres pays, ne fait la guerre à personne et ne manipule pas d'organisations terroristes pour semer le chaos chez les autres. A l'opposé de l'auto-aveuglement occidental sur la nature même de la puissance chinoise, il est frappant de constater la compréhension de cette profonde réalité géopolitique par la Russie.

En raison de sa proximité géographique et d'une expérience du passé mûrement réfléchie, elle sait bien que le géant chinois est surtout soucieux de son développement économique et de son expansion commerciale, et que de telles préoccupations n'inclinent pas particulièrement à vouloir imposer son propre agenda à ses innombrables partenaires, et encore moins à utiliser la force armée pour convertir le reste du monde. La Russie et la Chine ne sont pas seulement complémentaires sur le plan

économique.

Elles partagent la vision d'un monde multipolaire où ceux qui se prenaient pour les maîtres du monde vont avoir du fil à retordre. Refuser de le voir, c'est se condamner à ne rien comprendre au monde contemporain. Il va falloir que les Occidentaux se fassent une raison : en réalité, la Russie n'avait, n'a et n'aura jamais l'occasion de fournir à un Occident dont elle partagerait, paraît-il, les sacro-saintes valeurs, une sorte de bouclier ou de zone-tampon entre le monde prétendument libre et la puissance montante asiatique. Les jeux sont faits, et depuis longtemps : la Russie et la Chine sont des partenaires fiables parce qu'elles savent ce qu'elles veulent, et il se trouve qu'elles veulent à peu près la même chose. A cet égard, les Européens, et les Français au premier chef, seraient bien inspirés de reprendre le flambeau du général de Gaulle qui avait su, en 1964, reconnaître la République populaire de Chine, puis s'était rendu à Moscou, en 1966, pour jeter un grain de sable dans la machine bien huilée de la guerre froide et de l'affrontement des blocs. Un tel héritage vaut mille fois plus que le plus sophistiqué des scénarios rétroactifs.



MALI :

Une dizaine de civils tués dans la région de Ménaka

Au moins neuf (9) civils de la communauté idaksahak ont été tués, dans la localité de Intiklatene dans le cercle d'Inekar, région Ménaka, dans le nord du Mali, par des hommes armés "appartenant à Daech", a déclaré mardi, à Anadolu, Pr Albachar Ag Doudou membre de la société civile d'Inekar.

«Des terroristes affiliés à Daech ont fait irruption, le 26 février dans la localité de Intiklatene, tuant au moins 9 personnes» a déclaré la même source à Anadolu, ajoutant que les «assailants ont également emporté une centaine d'animaux». Dans un communiqué, la communauté Idaksahak a également attiré, une fois de plus, l'attention des autorités de la transition, des mouvements signataires et de tous les partenaires du pays sur les massacres qui ont débuté depuis Mars 2022 et qui ont fait plusieurs centaines de civils tués et des milliers d'animaux emportés, en détruisant ainsi toute l'économie de la région. La même source a aussi fait état de neuf civils tués et d'un autre enlevé qui a pu s'échapper des mains de ses ravisseurs, au niveau du village d'Emi-semis, tard dans la nuit. Pour rappel, la région de Ménaka est confrontée, depuis le 3 mars 2022, à des attaques attribuées aux hommes armés appartenant à l'Etat islamique au Grand Sahara (EIGS).

R.I.

TUNISIE:

Lotfi Bouchnak donne un concert caritatif au profit des victimes des séismes en Turquie et en Syrie

- Le chanteur tunisien Lotfi Bouchnak s'est produit sur la scène du théâtre de l'Opéra dans la Cité de la Culture, à Tunis. Le chanteur tunisien Lotfi Bouchnak a donné, mardi soir, un concert caritatif au profit des victimes des séismes ayant frappé la Syrie et la Turquie. Selon le correspondant d'Anadolu, Bouchnak a ouvert le concert en chantant "Ceci est une chanson pour eux" (Hedhi ghneya lihom), en hommage à la mémoire des victimes qui ont péri dans ces tremblements de terre. Le public, en effervescence, a interagi avec les chansons de Bouchnak qui chante pour la patrie et la paix.

A.A.

ALGÉRIE :

Le groupe énergétique italien ENI finalise l'acquisition des activités de British Petroleum

- L'accord entre ENI et BP était soumis, depuis septembre 2022, à l'approbation du gouvernement algérien qui ne s'est finalement pas opposé à la transaction.

Le groupe énergétique italien ENI a annoncé, dans un communiqué publié mardi soir, la clôture de l'opération d'acquisition des activités de British Petroleum (BP) en Algérie, avec l'accord des autorités du pays. «ENI annonce avoir finalisé l'acquisition des activités de BP en Algérie, concernant les deux concessions de production de gaz "In Amenas" et "In Salah" (Sud-Est algérien), qui sont exploitées conjointement avec Sonatrach et Equinor», a indiqué le groupe italien dans un communiqué. Selon la même source, «la transaction a été approuvée par les autorités nationales et antitrust compétentes». «Suite à cette opération, et aux programmes de développement déjà en cours dans le bassin de Berkine, la production d'ENI en Algérie atteindra environ 130 000 barils équivalent pétrole par jour en 2023, confirmant ainsi la position de la société en tant que principale entreprise énergétique internationale opérant dans le pays», a souligné le communiqué.

En septembre 2022, le groupe pétrolier britannique, British Petroleum (BP) avait fait part de sa décision de quitter l'Algérie, après 30 ans d'activités dans le pays. Il avait alors indiqué, dans un communiqué publié sur son site internet, «avoir accepté la vente de ses activités en amont au groupe italien ENI». «BP a annoncé aujourd'hui (le 7 septembre 2022 nldr) avoir accepté de vendre ses activités en amont en Algérie à ENI, y compris ses intérêts dans les concessions productrices de gaz d'In Amenas et d'In Salah», avait précisé la compagnie britannique. Pour rappel, British Petroleum était associé, dans



le cadre d'une joint-venture, avec Sonatrach et Equinor à hauteur «de 45,89% à In Amenas et de 33,15% à In Salah». L'exploitation de ces actifs a débuté en 2006 et 2004 respectivement. «En 2021, ils ont produit environ 11 milliards de m3 de gaz, 12 millions de barils de condensats et de GPL», a indiqué BP. Citée dans le communiqué, Anja-Isabel Dotzenrath, vice-présidente exécutive de BP, gaz et énergie à faible émis-

ion de carbone, avait qualifié cette transaction de «bon résultat pour son groupe, pour ENI et pour l'Algérie». «BP travaille avec succès avec l'Algérie et nos partenaires depuis plus de 30 ans développant et soutenant les opérations sur deux projets gaziers majeurs pour le pays. Nous pensons que cet accord représente un bon résultat pour BP et ENI et pour l'Algérie», avait-elle estimé. L'accord entre les deux

groupes avait été, selon le communiqué de BP, «aux approbations gouvernementales, aux processus de préemption des partenaires et aux processus d'autorisation de la concurrence». Finalement, les autorités algériennes n'ont pas usé de leur droit à la préemption, mis en place depuis 2008 par une loi spécifique, qui leur donne la priorité dans ce genre de transactions.

I.M./Agences

Nigeria : le candidat du parti au pouvoir déclaré vainqueur de la présidentielle

- Asiwaju Bola Ahmed Tinubu a obtenu 8,7 millions de voix. Dix-huit candidats étaient en lice pour briguer la magistrature suprême.

Le candidat du Congrès des progressistes (APC), le parti au pouvoir au Nigeria, Asiwaju Bola Ahmed Tinubu, a remporté, mercredi, l'élection présidentielle. Le président de la Commission électorale nationale (INEC), Mahmood Yaku-



bu, a indiqué que Tinubu a cumulé 8,7 millions de voix à l'issue d'un scrutin qui s'est déroulé samedi 25 février 2023. Tinubu a devancé ses principaux rivaux, Atiku Abubakar du «Parti démocratique

populaire» (PDP) qui a obtenu 6,9 millions de voix et Peter Obi du «Parti travailliste» (LP) qui a recueilli 6,1 millions de voix. Dix-huit candidats étaient en lice pour briguer la magistrature suprême

me au Nigeria, pays le plus peuplé d'Afrique, avec plus de 220 millions d'habitants.

Mardi, les deux principaux partis d'opposition au Nigeria ont appelé à l'annulation du scrutin qui s'est déroulé ce week-end. Le LP et le PDP ont dénoncé «des fraudes et des manipulations» soulignant que le «scrutin n'a pas été libre, ni équitable, ni transparent», selon la chaîne «France 24».

Des attaques contre des centres de collecte des bulletins de vote ont éclaté le jour du scrutin, sur fond d'allégations de fraude.

Le processus électoral s'est compliqué au moment du transfert électronique des résultats, expérimenté pour la première fois au Nigeria, la plupart des agents, qui étaient censés télécharger les résultats depuis les 176 000 bureaux sur une plateforme de l'INEC, n'ont pas réussi à le faire.

R.I./Agences de presse

ÉLIMINATOIRES CAN U23

Les Verts préparent le match barrage contre l'Ethiopie

La commission d'organisation des compétitions des jeunes a décidé récemment que les deux équipes éliminées par la RDC lors de ces éliminatoires (Ethiopie et Algérie) joueront un tour de barrage aller/retour et le vainqueur jouera contre le Ghana au 3^e et dernier tour (aller : 20 mars, retour : 28 mars)...

Le sélectionneur de l'équipe nationale de football des moins de 23 ans (U23) Noureddine Ould Ali s'est dit "satisfait" du stage effectué cette semaine, quelques jours après la décision de la Confédération africaine (CAF) de réhabiliter l'Algérie après la disqualification de la RD Congo des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2023. "C'était un court stage, dont l'objectif était de remobiliser les troupes et sensibiliser les joueurs en vue de la double confrontation face à l'Ethiopie, comptant pour le 2^e tour des éliminatoires. J'ai préféré laisser certains joueurs à la disposition de leurs clubs respectifs, engagés dans les compétitions africaines interclubs, à l'image de Belkheir (CRB) et Aït El-Hadj (USMA). Même si le délai est court, nous sommes obligés à trouver la bonne formule pour effectuer une bonne préparation", a affirmé à l'APS le coach des U23. La Confédération africaine de football (CAF) a réhabilité la sélection algérienne des U23, suite à la disqualification de la RD Congo. L'infraction commise par les Congolais remonte aux éliminatoires de la CAN 2019, disputée en Egypte et remportée par le pays hôte. En effet, la RDC avait aligné à l'époque Arsène Zola, un joueur dont la date de naissance était falsifiée (1996 et non 1997) et qui ne pouvait en réalité être convoqué pour disputer ces rencontres, la RD Congo ayant été exclue des éliminatoires par la CAF, malgré sa qualification au prochain tour. La commission d'orga-



nisation des compétitions des jeunes a décidé récemment que les deux équipes éliminées par la RDC lors de ces éliminatoires (Ethiopie et Algérie) joueront un tour de barrage aller / retour et le vainqueur jouera contre le Ghana au 3^e et dernier tour (aller : 20 mars, retour : 28 mars). "Le dossier a été suivi de près par la Fédération algérienne (FAF), d'autant qu'il n'y avait plus de place à un repêchage. Dieu merci, l'Algérie a été réhabilitée et nous allons jouer à fond nos chances pour se qualifier à la phase finale", a-t-il ajouté. Et d'enchaîner : "Nous respectons bien évidemment la décision de la CAF de jouer

ce 2^e tour face à l'Ethiopie, au lieu d'être directement qualifiés au 3^e et dernier tour qualificatif pour défier le Ghana." Interrogé sur son prochain adversaire, Ould Ali a souligné qu'il avait déjà commencé à étudier le jeu des Ethiopiens. "Nous avons notre idée sur l'Ethiopie, un adversaire que nous devons bien étudier pour le contre-carrer dans les deux manches. Le plus important dans ce genre de rendez-vous est de décrocher un bon résultat lors du match aller à Addis-Abeba". Concernant le stade choisi pour disputer la seconde manche face aux Ethiopiens, Noureddine Ould Ali a affirmé qu'aucune déci-

sion n'a été prise. "Nous avons le choix de jouer à Baraki, Oran, Annaba, ou encore à Constantine. Le plus important est qu'on sera soutenus par un large public qui sera acquis à notre cause. Le choix de la domiciliation se fera dans les prochains jours", a-t-il conclu. Le match aller aura lieu à Addis-Abeba (8-9 mars), alors que le match retour est programmé pour les 12-13 mars prochains à Alger. La CAN U23 se jouera du 2 au 26 novembre 2023. Les trois premiers du rendez-vous continental représenteront l'Afrique aux Jeux olympiques JO-2024 à Paris.

APS

SAHARA OCCIDENTAL

Des athlètes de 26 nationalités participent à la 23^e édition du "Désert Marathon"

L'évènement sportif "Désert Marathon" dans sa 23^e édition dans les camps des réfugiés sahraouis a eu lieu, mardi, avec la participation de 300 athlètes de 26 nationalités, ce qui confirme une nouvelle fois l'étendue de la solidarité du monde avec les Sahraouis et leur juste cause. Le coup d'envoi de cette manifestation qu'organise le ministère sahraoui de la Jeunesse et des Sports depuis maintenant plus de deux décennies, a été donné par le wali d'El Ayoun, M Al-

Ghouth Mamouni, en présence du président de l'Organisation africaine du sport et du travail, Avri Malek Athor, et du secrétaire général de l'Union des Jeunes Saguia El Hamra et d'Oued Adhahab, M. Ali Mohamed Salem. Dans son allocution, M. Al-Ghouth a indiqué, après avoir souhaité la bienvenue aux athlètes étrangers, que l'évènement "Désert Marathon" est devenu à présent une tradition annuelle que tout le monde attend pour exprimer sa solidarité avec le

peuple sahraoui", soulignant que "cela confirme la profondeur et l'étendue de la solidarité mondiale avec la cause sahraouie". Il a ajouté que "l'évènement +Desert Marathon+, au-delà du fait qu'il soit un évènement sportif incitant à l'exercice physique, est une opportunité pour les sportifs du monde entier d'exprimer leur solidarité avec le peuple sahraoui et sa juste lutte pour l'indépendance". Lundi, le directeur central du ministère sahraoui de la Jeunesse et des

Sports, Mohamed Bouklida, a indiqué que la 23^e édition de "Désert Marathon" à laquelle prend part plus de 300 athlètes étrangers, intervient dans un contexte particulier pour la cause sahraouie marquée par la poursuite de la lutte pour l'indépendance. Les Sahraouis ont commémoré, lundi, le 47^e anniversaire de la proclamation de la République arabe sahraouie démocratique.

APS

RC KOUBA

HAMICI NOUVEL ENTRAÎNEUR

La direction du RC Kouba vient d'annoncer avoir engagé le technicien Abdenour Hamici comme nouvel entraîneur en chef avec l'objectif de sauver de la relégation le club qui occupe actuellement l'avant-dernière place au classement de la Ligue 2 de football, Groupe Centre-ouest. Hamici, qui avait déjà dirigé le « Raed » lors de la saison 2020-2021, sera secondé dans sa nouvelle tâche par l'entraîneur des gardiens Mohamed Ghalem, l'enfant du club, qui avait occupé ce poste pendant trois ans, entre 2019 et 2022. Le RCK reste sur une série noire de sept défaites consécutives, qui représente une première dans l'histoire dans ce club dans la banlieue algéroise, fondé en 1945. Le dernier revers en date remonte à samedi dernier, lorsque les camarades du capitaine Sid Ali Yahia-Chérif s'étaient inclinés à domicile contre le MCB Oued Sly (1-0), pour le compte de la 19^e journée. « Après le départ de l'entraîneur Abdelkrim Latrèche et de son adjoint, Kamel Bousena, il a été décidé d'engager Abdenour Hamici jusqu'à la fin de la saison en cours, avec pour mission de sauver le club de la relégation » a déclaré à l'APS le dirigeant Abderrahmane Khoudir. De son côté, le président de l'APC de Kouba, Zohir Bousenina a rencontré lundi soir le président du Raed, Mouloud Boudina, lors d'une réunion d'urgence marquée par la présence de certains actionnaires et certains proches du club, avec l'espoir de trouver une solution à cette crise, qui a relégué le club à la 15^e place du classement avec un modeste capital de 15 points. Parmi les principales décisions qui ont été prises au cours de cette réunion, l'installation d'une cellule de crise, présidée par Mouloud Boudina, alors que le groupe des actionnaires s'est renforcé par l'arrivée d'un nouveau venu, en la personne Riyadh Lecheheb, qui possède une entreprise spécialisée dans la fabrication de tenues sportives. Le RCK qui vient de fêter son 78^e anniversaire, débute sa « mission sauvetage » par un déplacement difficile chez le WA Tlemcen (13e/17 pts) car concerné lui aussi par le maintien. Un match décisif donc pour la survie des deux clubs, prévu vendredi (15h00) pour le compte de la 20^e journée de Ligue 2, groupe Centre-ouest.

R.S.

AMICAL

L'EN U 17 DOMINE L'ACADÉMIE VILLARREAL DE MONTRÉAL

La sélection algérienne des moins de 17 ans a dominé l'Académie Villarreal de Montréal (Canada) sur le score de 4-1, en match amical de préparation, disputé sur un terrain annexe du stade Nelson Mandela de Baraki (Alger). Les poulains du coach Arezki Remmane ont ouvert la marque dès la 18^e minute de jeu, sur un coup franc direct de Badani, avant de concéder l'égalisation, juste avant la fin de la première période, sur une belle tête de Lyas Yahmi. Mais pleins de ressources, les jeunes joueurs algériens ont outrageusement dominé la deuxième mi-temps, ce qui leur a permis de l'emporter au final (4-1), grâce notamment à Charga, auteur d'un triplé aux 50^e, 55^e et 77^e. Un match qualifié « de haut niveau » par le sélectionneur Arezki Remmane, et qui clôture sur une bonne note ce stage « intermédiaire », effectué du 24 au 28 février au Centre technique national de Sidi Moussa (Alger), dans le cadre de la préparation de la Coupe d'Afrique des nations de la catégorie (CAN-2023 des U17), prévue du 29 avril au 19 mai en Algérie. Pour cette dernière joute amicale, l'Algérie s'était présentée avec un onze composé de Hammache, Badani, Yakoubi, Beneddar, Nemer, Abed, Bellaïd, Chagra, Yazid-Issam, Limane et Kessassi. L'entraîneur des Académiciens de Montréal, Mohamed Lakkhal, n'a pas tari d'éloges sur « le potentiel » des jeunes algériens, assurant dans une déclaration au site officiel de la FAF qu'ils ont « les moyens d'aller au prochain Mondial », prévu au Pérou. Après ce match amical, Lakkhal et ses joueurs ont été reçus par le Directeur technique national Mustapha Biskri, qui était accompagné de son adjoint, Zoheir Djelloul.

R.S.

ÉVOCATION

Mohamed Touri, le « Charlot » algérien

Le 29 avril 1959, Mohamed Touri, l'un de nos plus grands comédiens, mourait en Chahid suite aux tortures des soldats français. Le militant et artiste reste parmi les plus grands comiques algériens et avait plus d'une corde à son arc.

On sait bien que Mohamed Touri a été parmi les plus grands comiques du siècle dernier aux côtés de Ksentini, Hassan Hassani, Rouiched, Sid Ali Fernandel mais on oublie souvent qu'il est mort suite aux séances de torture, durant la guerre de libération. Le comédien qui a fait les beaux jours du théâtre et de la télévision algérienne est mort le 29 avril 1959, suite aux séances répétées qu'il subissait dans les geôles des soldats français.

Issu d'une famille conservatrice de Blida, tout petit, Mohamed Touri a pris des cours à M'sid Ellouha (l'école coranique) chez Cheikh Berboucha, dans la Ville des roses, et alla se perfectionner à Constantine au niveau de la Medersa dirigée par l'association des Oulémas. Bien que passé par ces écoles religieuses, Touri ne pouvait rater la carrière de comique. En effet, le jeune Blidéen avait toutes les qualités d'artiste et avait des dons pour faire rire son entourage. Sa grande taille, ses longs bras et son don d'improvisation ont fait de lui l'un des artistes les plus aimés de son époque. A 14 ans, il adhéra à l'association El Amel au sein des Scouts musulmans de Blida. Cette troupe avait été créée par le militant Moussa Kheddioui, le père fondateur de toutes les associations culturelles et sportives blidéennes du début du siècle dernier. Le jeune Touri se fera remarquer au sein de ce groupe mais veut persévérer et apprendre sérieusement le métier d'artiste. Pour cela, il rejoindra l'association El Hayat que dirigeait le grand maître de la musique andalouse, Mahieddine Lakhal. C'est là qu'il fera connaissance avec de grands artistes tels que Dahmane Benachour et Benguergoura. En cette période, Blida était l'une des villes les plus actives en matière d'art. Mustapha Bentchoubane suivait la voie de



Rachid Ksentini, le comédien algérien le plus doué de tous les temps, aux côtés de Hassan Hassani. La concurrence était rude car à Alger, d'autres comédiens allaient monter sur scène. Rouiched faisait ses débuts dans la troupe Redha Bey (dirigée par Mahboub Stambouli) en jouant son premier rôle dans le Sketch « Dara Fe Square » alors que Sid Ali Houat dit Fernandel allait faire un tabac avec ses chansons « Balek Metrig » et « Yemma, Merti, Ouana ». Badreddine Bouroubi a fait partie de la troupe Redha Bey.

SKETCHS ET CHANSONS

Durant la même période, Hassan Hassani avait aussi créé une troupe à Berrouaghia et se préparait à faire une entrée fracassante dans la capitale. Passant au statut de vrai professionnel, Mohamed Touri rejoindra la troupe de Bachtarzi qui lui

ouvrira les portes du théâtre radiophonique en parallèle à la participation aux tournées Mahieddine. Suivant la voie de Ksentini, Touri se fera connaître pour ses rôles dans « Le boxeur », Zâit, Mât Ou Neggaz El Hit » et « Bouhadba » dont certains textes auraient été écrits par lui-même. Son sketch « Bkhour ya Bkhour » est l'un des plus célèbres car la télévision le repasse en certaines occasions. Il rejoindra en 1947 l'Opéra d'Alger dont la section arabe qui était dirigée par Mahieddine. D'autres artistes tels que Mustapha Kateb et Allel El Mouhib travaillaient déjà à l'opéra. Kateb qui sera à la direction de la troupe du FLN ne pourra jamais faire appel à Touri car il était emprisonné à Serkadji. En effet, tout comme Hassan El Hassani, Tayeb Abou Elhassan et beaucoup d'autres artistes qui étaient, soit en pri-

son, soit dans les camps de concentration ou au Djebel (maquis), Mohamed Touri ne fera pas partie de la troupe du FLN. A peine deux mois après sa sortie des geôles colonialistes où il avait subi les plus atroces tortures, il mourait suite aux séqueles de ces tortures. Mohamed Touri repose au cimetière Sidi El Haloui à Blida où il est né le 09 novembre 1914.

MORT À 45 ANS

Derrière l'homme connu pour sa carrière artistique et qui a utilisé le rire pour s'exprimer se cachait un révolutionnaire dont les activités nationalistes avaient mené à son arrestation et sa mort suite aux tortures que lui avaient fait subir les soldats français. Décédé alors qu'il n'avait que 45 ans, le révolutionnaire a laissé son image à l'éternité. Que ce soit sur les chaînes de télévision, notamment Canal

Algérie par le biais de l'émission Séquences d'archives ou des sites internet, on revoit avec le même plaisir Mohamed Touri qui fut et reste parmi nos plus grands comiques. Une salle de spectacle porte son nom à Blida ainsi que la petite placette à l'entrée de la salle du TNA à Alger. Mis à part les nombreux sketches, Mohamed Touri avait enregistré des chansonnettes (comiques). Il a aussi enregistré un disque publicitaire pour La loterie algérienne. Au lendemain de l'indépendance, le grand maître du Chaâbi avait également enregistré un disque publicitaire pour la firme pétrolière Shell. Pour rendre hommage à Mohamed Touri, nous mettons en marche notre Gramophone (tourne-disque) pour écouter sa chanson « Samba Sambatero » ou « La loterie algérienne », enregistrées sur 78 tours

I.M.

Sétif : ouverture d'une exposition de la plasticienne Nedjoua Seradj

La plasticienne Nedjoua Seradj expose, depuis samedi et jusqu'au 8 mars prochain, 45 de ses toiles à la galerie du Musée public national de la ville de Sétif. Dans une déclaration à l'APS, l'artiste a indiqué que cette exposition, la seconde après une première tenue au palais des expositions d'Alger en 2021, est entièrement inspirée des peintures rupestres du Parc national Tassili N'Ajjer, la cité troglodyte Sifar et du massif de la Tadrart rouge de Djanet.

Parmi les œuvres de l'artiste qui ont particulièrement suscité l'intérêt des visiteurs figurent notamment "les maîtres du temps" qui représente les cinq chefs de tribu historique du Tassili, "Tumulus" reflétant le style funéraire de la même région d'Algérie, "Bermudes du sable" et Tassilia qui évoque la thèse du premier hominidé de la région du Tassili. L'exposition s'inscrit dans le cadre des activités de célébration du double anniversaire de la nationalisation des hydrocarbures et de la création de l'UGTA et se prolongera au 8 mars prochain, journée internatio-

nale de la femme, a indiqué Hachemi Ameer, directeur de wilaya de la culture et des arts.

Il a également relevé que les œuvres exposées s'inspirent de l'art rupestre qui date de plusieurs milliers d'années dont

l'un des plus vastes musées en plein air se trouve en Algérie sur près de 80.000 km².

Pour la directrice du musée public national, Chadia Khelfallah, cette manifestation entre dans le cadre de la mise en

œuvre des orientations du ministère de tutelle relatives à l'ouverture du musée aux artistes surtout que le thème de l'exposition est lié à l'histoire archéologique du pays.

R. C.

L'Algérie prend part à la célébration de la Journée arabe du patrimoine culturel au Caire

L'Algérie a pris part à la célébration de la Journée arabe du patrimoine culturel, organisée par la Ligue arabe à son siège au Caire (Égypte), en coopération avec l'Institut émirati du patrimoine de Sharjah. Lors de cette manifestation, qui a débuté dimanche sous le slogan "Le patrimoine populaire dans le monde arabe", la délégation algérienne a mis en exergue les réalisations de l'Algérie dans ce domaine, notamment en ce qui concerne le recensement, la documentation, la classification et la valorisation du patrimoine national et le mettre à

l'abri du vol, soulignant les efforts des pouvoirs publics dans l'accompagnement des associations nationales pour animer les festivals et les activités populaires, mais aussi les relayer au secteur du tourisme. Dans le même contexte, le représentant algérien a évoqué les musées nationaux et les parcs culturels nationaux que l'Algérie avait édifiés, à travers l'ensemble du territoire national, en plus de la classification de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) de nombre d'éléments relevant du

patrimoine culturel algérien immatériel dans sa liste du patrimoine mondial. Au plan arabe, la proposition algérienne portant création d'un "Centre arabe d'archéologie et de patrimoine civilisationnel" à Tipasa, en coordination avec l'Organisation arabe pour l'éducation, la culture et les sciences (ALECSO), a été rappelée. Cette manifestation a été ponctuée par la participation de la communauté algérienne établie en Égypte, et ce, pour faire connaître les tenues et les bijoux traditionnels algériens

R.C./Aps

Géopolitique : La Russie espère de la Chine un renforcement de leur coopération militaire

Vladimir Poutine a dit vendredi vouloir renforcer la coopération militaire avec la Chine, lors d'une rencontre par visioconférence avec Xi Jinping. Le président russe a loué la résistance de Moscou et Pékin face aux «pressions» occidentales.

« Dans le contexte des pressions sans précédent et des provocations de l'Occident, nous défendons nos positions de principe », s'est félicité Vladimir Poutine. Selon lui, « la coordination entre Moscou et Pékin sur la scène internationale (...) sert à la création d'un ordre mondial juste et fondé sur le droit international. (...) La coopération militaire et technique qui contribue à la sécurité de nos pays et le maintien de la stabilité dans les régions clé a une place à part », dans la coopération russo-chinoise, a-t-il souligné. Puis le président a souligné que les deux puissances avaient « l'intention de renforcer la coopération entre les forces armées de Russie et de Chine ». Confrontée à de lourdes sanctions occidentales à cause de son offensive contre l'Ukraine, la Russie cherche ces derniers mois à

renforcer ses liens avec l'Asie, en particulier avec la Chine, qui s'est gardée cependant de soutenir l'attaque russe contre son voisin.

«RÉSISTANCE AU STRESS»

Vladimir Poutine a en outre annoncé vendredi que son homologue chinois viendrait « au printemps » 2023 en Russie pour « une visite d'Etat », ce qui sera une première depuis le début de la pandémie de Covid-19 en 2020. Pour sa part, Xi Jinping a fait l'éloge du « partenariat global et de la coopération stratégique » russo-chinois qui « font preuve dans cette nouvelle ère de la maturité et de la résistance au stress », selon ses propos traduits en russe et publiés par le Kremlin. « Nous sommes prêts à renforcer la coopération stratégique avec la Russie, à donner l'un à l'autre des possibilités de se développer, d'être des partenaires globaux pour le bien des peuples de nos pays et dans l'intérêt de la stabilité dans le monde entier », a-t-il assuré.

CONTREPOIDS GÉOPOLITIQUE

En évoquant cette rencontre virtuelle entre Xi Jinping et Vladimir



Poutine, la chaîne de télévision nationale chinoise s'est enthousiasmée : « La Chine est prête à travailler avec la Russie et toutes les forces progressistes à travers le monde pour s'opposer à l'unilatéralisme, le protectionnisme et l'intimidation. » Moscou et Pékin

se présentent comme un contre-poids géopolitique face aux Etats-Unis et leurs alliés. Ils ont mené plusieurs exercices militaires conjoints ces derniers mois, notamment des manœuvres navales cette semaine en mer de Chine orientale. La Russie s'efforce

aussi d'augmenter ses livraisons de gaz à l'économie chinoise, grosse consommatrice d'hydrocarbures, d'autant que les Européens sont déterminés à se défaire de leur dépendance énergétique russe.

In *Courrier International*

HÉCATOMBE. 600 000 MORTS :

PLUS MEURTRIER QUE LA GUERRE EN UKRAINE, LE CONFLIT ÉTHIOPIEN N'ÉMEUT POURTANT PAS

La guerre intérieure meurtrière que connaît depuis deux ans l'Éthiopie a fait plus d'un demi-million de morts, selon des estimations internationales. Cette guerre passe encore trop souvent sous les radars médiatiques et émeut peu la communauté internationale. Ce chiffre montre l'invisibilisation politique et médiatique de certains conflits. Les affrontements qui ravagent l'Éthiopie depuis 2020 ont déjà fait « au moins 600 000 morts », selon des sources concordantes de la presse internationale. Pourtant, on en parle très peu.

Devant cette tragique situation, Madeleine Abraham interpelle frontalement le lecteur dans les pages du *Guardian* : « Vous pensez que la guerre en Ukraine est le conflit le plus meurtrier au monde ? Détrompez-vous », écrit l'autrice britannique dont la famille est originaire de la région séparatiste éthiopienne du Tigré, théâtre principal de la guerre civile qui ravage le pays.

Évoquant le conflit, Madeleine Abraham note : « Les victimes ont été témoins de violations choquantes des droits de l'homme et, tragiquement, des civils ont été délibérément pris pour cible. Des dizaines de milliers de femmes ont été violées. Cela a duré deux ans et se produit aujourd'hui, mais il y a de fortes chances que vous ne sachiez même pas où cela se trouve. Bien qu'elle soit bien plus meurtrière que la guerre en Ukraine, les médias occidentaux l'ont pour la plupart ignoré. »

I. M.

LE CHIFFRE DU JOUR : EN 2022, PRÈS DE 46 000 MIGRANTS ONT TRAVERSÉ LA MANCHE

Le nombre de personnes qui rejoignent le sud de l'Angleterre depuis la France à l'aide d'embarcations de fortune a explosé l'an dernier. Face à un phénomène en accélération constante, « L'année 2023 promet d'être redoutable pour le Premier Ministre Rishi Sunak », prévient le tabloïd *The Sun*. Les grèves se poursuivent dans de nombreux secteurs début janvier, sur fond d'inflation galopante, tandis que le système de santé public (NHS) ploie sous la pression des épidémies conjuguées de Covid-19 et de grippe. Dans le même temps, sur le front de l'immigration, un chiffre « décourageant » est venu clore l'année 2022, poursuit le journal conservateur : l'an dernier, 45 756 personnes ont rejoint les côtes bri-

tanniques par la Manche. Un nombre record, en augmentation de 60 % par rapport à 2021, précise le quotidien *The Times*. « L'accélération du phénomène se révèle spectaculaire par rapport à 2018, lorsque 299 personnes seulement avaient emprunté avec succès la route migratoire depuis la France. »

Du fait d'un durcissement des contrôles douaniers dans les ports français, les exilés ne parviennent plus à se cacher à bord des camions et se lancent sur des canots pneumatiques. Et cette hausse des traversées « représente un casse-tête sans nom pour le gouvernement, qui se révèle incapable de trouver des solutions pérennes ». La rhétorique ferme employée au Royaume-Uni par les ministres de l'Intérieur

successifs semble, par exemple, bien vaine : l'écrasante majorité des arrivées a eu lieu après la signature, en avril, d'un accord de transfert des demandeurs d'asile vers le Rwanda, censé dissuader les candidats à la traversée.

En dépit du renforcement des patrouilles sur les côtes françaises et de la création en décembre d'un nouveau commandement intégré dans la Manche, « la réduction de l'immigration illégale demeure une tâche titanesque » pour Rishi Sunak, résume *The Sun*. « La question, qui figure en tête des priorités des électeurs conservateurs, devra pourtant être résolue si les torys veulent entretenir le mince espoir de rester au pouvoir au-delà des prochaines législatives, prévues en janvier 2025. »

Société : Comment j'ai atterri – bien malgré moi – du côté obscur de TikTok

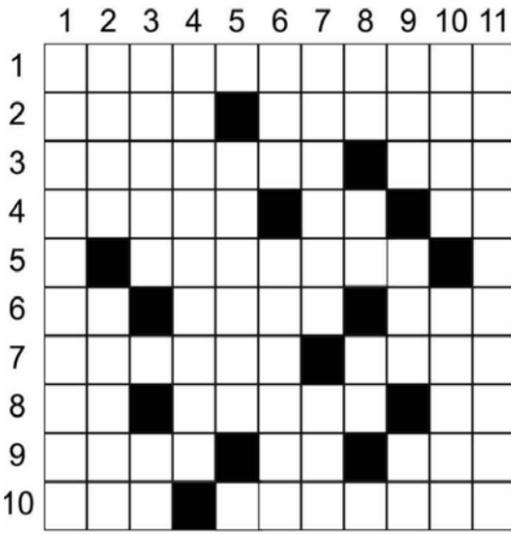
De fil en aiguille, l'algorithme de TikTok a proposé à ce journaliste du « *Standaard* » des vidéos de plus en plus tristes, voire carrément déprimantes, comme celles d'ados exprimant face caméra leur désespoir ou leurs envies de suicide. De quoi renforcer l'éventuel mal-être de ceux qui les regardent, alerte-t-il, en s'interrogeant sur les mesures que ce phénomène appelle. « Please save me I can't do this please », lisais-je dernièrement dans une vidéo TikTok, à côté d'un emoji représentant un cœur. « Je vous en prie, sauvez-moi, je n'y arrive pas. » Je fais défiler l'écran. Le ton des vidéos se fait plus sombre encore. « Comment se suicider sans se rater ? » vois-je soudain, la boule au ventre. Puis cette phrase : « Que fais-tu encore ici ? » Un autre utilisateur réagit sous la vidéo : « Très drôle ! Mais les conseils tech-

niques, du coup ? » Quand j'ai créé un nouveau profil, début novembre, je suis tombé par hasard sur une vidéo de feux d'artifice. « Tu es la personne que je préfère », disait le texte de la séquence. Inférant de l'absence de défilement que ce contenu me plaisait, l'algorithme de TikTok s'est mis en quête d'autres séquences dont il pensait qu'elles pouvaient aussi m'intéresser. Ainsi vis-je défiler de plus en plus d'images de ville la nuit, d'autoroutes et de chemins de fer, accompagnées de textes de plus en plus sombres, dont une partie sur les chagrins d'amour. Plus je regardais, plus je voyais des gens qui se filmaient en train de pleurer, de s'épancher sur leurs idées noires et – parfois – leurs pensées suicidaires. Plus rien à voir avec le message mignon de départ et son feu d'artifice.

Sans même m'en rendre compte, je m'étais retrouvé dans les recoins les plus sombres de TikTok, à regarder des vidéos à l'effet si déprimant que je décidai rapidement de me limiter à quelques minutes par jour. J'avais bien l'intention de rester un jeune homme heureux.

Kathrin Karsay, professeure de communication des médias et de la santé à l'université de Louvain, n'est pas surprise de ma réaction : « Si vous regardez continuellement le même genre de vidéos, elles peuvent finir par changer votre perception du monde réel et engendrer une série d'effets, dont ceux liés à la 'théorie de la cultivation' (cultivation theory), par laquelle vous finirez par être convaincu que le monde est effectivement un endroit désolant. »

Source/ *The Standaard* (Netherland)



Horizontalement

1- Tâchait d'obtenir à meilleur compte. 2- Continent - Police populaire. 3- Filin sur la poulie - Mélodie. 4- Mit de niveau - Pouffé - Direction. 5- Assaisonnerez. 6- De même - Gamin de Paris - Aurochs. 7- Event - Premier roi des hébreux. 8- Pronom - Partie de projectile - Pour lui. 9- A prendre avant le saut - Négation - Baudet. 10- Roue à gorge - Horribles.

Verticalement

1- Il tient des états de stock. 2- Un des fils de Jacob - Elle recouvre la dalle. 3- Montreras ta joie - Algérie Actualité. 4- Celle des hostilités apporte la paix. 5- Quartier de Londres. 6- Beau parleur - A perdu sa vivacité. 7- Alimenté - Symbole de nudité. 8- A payer - Oui à Berlin - Pronom. 9- Terme de photographie - Peina - Dans le sac. 10- Déesse d'Egypte - Destruction. 11- Vers marins vivant dans les rochers.

4x4 Parmi ces quatre séries de quatre mots, un seul est juste, à vous de le découvrir

Daumestique Domestique Domestique Domestic	Luthéranisme Lutéranisme Lutheranisme Luthérannisme
Trambloter Tremblotter Tremblauter Trembloter	Exauser Exhaucer Exhausser Exhauscer

ENSEMBLE D'HABITANTS ÉCOLE DE MUSIQUE	ÉLIMÉS CÉLÈBRE PRIX	CAISSIER ÉCARTE UN À UN	COUPER LA BARBE HABILÉE	SOUVERAIN	CHEVELURE ABONDANTE SE RENDRA	DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE
RISSOLÉES SUBVENIR À SES BESOINS				PARTIE DE L'OEIL DURETÉS DE CLIMAT		
ARTICLE MASCULIN RÉMUNÉRATION		DÉCÉDER SÉVÈRE			AU MOINS 24 MOIS MUSIQUE MODERNE	FAMEUSE GÉNISSE REVENANT
BIEN FIXÉES	LISSE VANITEUSES		ESSENCE MEILLEUR CONCERTS DE NUIT	PARQUER SA VOITURE		PLANTE ORNEMENTALE
HORS DU COURT DOMAINE DE SATAN		REMISS SUR LE FEU CAPITALE DE L'ITALIE		CÉRIUM AU LABO	PARTIE D'ÉGLISE	FEMME D'ADAM
JOYEUSEMENT	TOUCHE EN PASSANT CRÉATEURS D'OEUVRES		TRANSPORT FRANCIEN DE PEU DE POIDS	RUSSE, PAR EXEMPLE FAIT UN RANGEMENT	BRAME L'ASTRE DE LA NUIT	
COUTUMES RETRANCHAI		PERDANT POISSON ROUGE			AVANT LES AUTRES RÉGION DE FRANCE	AVENIR
SUPPORTÉES HEURTER DU PIED			MAGISTRAT MUNICIPAL DEVIENT PRESSANT		DÉCHIFFRÉ SERVICE À REFAIRE	ROUTE IMPORTANTE
SOUS MI INSTALLÉ SUR UN SIÈGE		SOLDAT AMÉRICAIN	IDEM ABRÉGÉ	FIT GARDER LA CHAMBRE		
				CACHETS AUTHENTIQUE		
					ALLONGE	

BIFFE-TOUT

EN 8 LETTRES :
Génie tout à fait relatif...

ALOUETTE	HÉLIUM	RÉSERVOIR
BISBILLE	HYDROLOGIE	RÉTAMÉ
BOULISTE	IDIOME	ROMANESQUE
CIVILITÉ	KARATÉ	ROULEAU
COALITION	LÉGAL	ROYALE
COCOTIER	LUSTRAGE	RUDESSE
COTYLÉDON	MAL	SANTÉ
DÉGRADE	MALIN	SIÈCLE
DÉMONTRÉ	MELON	SPEAKERINE
DÉROBADE	MÉNAGER	TERMINUS
DIGESTION	MINAUDERIE	TOURMENT
EBOUEUR	OFFENSE	TRAFIQUANT
ELIGIBLE	OISILLON	URANUS
EMOLUMENT	OPALE	VARIANT
FIÈVRE	OVATION	VÉGÉTATION
GODASSE	PINGOUIN	VÉLOMOTEUR
GOMMER	PROJET	VENDANGEUR
GUICHET	REBUTANTE	

T	R	A	F	I	Q	U	A	N	T	N	O	I	T	A	T	E	G	E	V
R	C	O	A	L	I	T	I	O	N	N	O	L	L	I	S	I	O	R	C
E	P	D	E	G	E	R	T	H	E	A	E	E	E	L	E	I	U	C	O
B	I	N	E	L	U	E	O	L	Y	U	L	T	L	S	A	D	S	I	T
U	N	O	A	R	J	I	I	Y	Q	D	A	O	S	C	E	G	D	V	Y
T	G	P	F	O	O	G	C	S	A	R	R	A	U	S	E	E	E	I	L
A	O	O	R	F	I	B	E	H	A	L	D	O	S	E	G	I	F	L	E
N	U	P	M	B	E	N	A	K	E	O	E	E	L	R	T	I	S	I	D
T	I	E	L	M	A	N	M	D	G	T	T	S	A	O	E	T	R	T	O
E	N	E	I	M	E	U	S	R	E	N	R	D	U	V	G	U	E	E	N
D	E	E	O	R	I	R	U	E	A	E	E	E	R	N	E	I	C	E	R
I	T	R	R	L	E	E	N	S	U	T	G	E	G	G	A	O	E	L	I
G	S	N	E	T	U	D	U	O	C	A	I	A	N	A	C	R	E	L	O
E	I	H	A	O	N	N	U	L	I	D	E	A	R	O	N	M	U	I	V
S	L	N	B	I	O	I	A	I	T	D	L	T	T	A	E	N	B	R	
T	U	E	I	M	R	C	M	O	N	N	A	I	U	T	S	O	M	S	E
I	O	E	R	L	H	A	M	E	E	I	E	V	E	O	L	U	I	I	S
O	B	E	N	E	A	E	V	V	D	R	M	R	O	E	R	A	L	B	E
N	T	T	O	U	R	M	E	N	T	N	E	M	U	L	O	M	E	R	
S	P	E	A	K	E	R	I	N	E	V	E	L	O	M	O	T	E	U	R

SOLUTIONS DES JEUX PRÉCÉDENTS

MOTS FLECHES

HORIZONTALLEMENT
 APPARU - ELUDER - PRONOSTIC - LO - BRIN - IOTA - DIS - EMET - BOISEES - USA - ECRIS - MUA - SIDEREE - RER - PERE - ISRAEL - RESTA - ANVERS - DOS - ONU - OASIS - LUTRINS - AI - ASPIREES - SALE - AMES - ERES - MORAL - ARE - SI - TE - LEVEGLACE - NAVETE - RAGOT - GLU - ACHEMINE - RESEAU - ETETES.

VERTICALEMENT
 OPPRESSERONS - OTAGE - PRIMAIRES - PAREILS - SAONE - DES - LIMA - VUE - RN - TEE - TOURELLE - QUOI - CRIANTES - ETAU - SOBRES - URE - AVEC - NETTOIERA - ISERE - HE - LIAIS - ANON - REGRET - DUC - REVASSE - LAME - DEMELES - ASSAGIT - RELIEUR - RIAL - ICONNE - ROSSA - ASSIED - ETES.

MOTS CROISES

HORIZONTALLEMENT
 1- ZINZUNILANT. 2- IDE - OUTIL. 3- GERE - OURS. 4- ZEE - ETONNE. 5- ASINIEN - INO. 6- DECORER. 7- AERE - EP - SA. 8- ASSURE - IL. 9- LE - VENIEL. 10- ESPERE - ENTE.

VERTICALEMENT
 1- ZIGZAG - ALE. 2- IDEES - ASES. 3- NEREIDES. 4- RUSE. 5- IO - EIDER. 6- NUITEE - EVE. 7- UT - ONCE. 8- LION - OPINE. 9- ALUNIR - LIN. 10- RENES - ET. 11- TAS - ORACLE.

4x4 Gardiennage - Gargotier Spontanéité - Haschisch

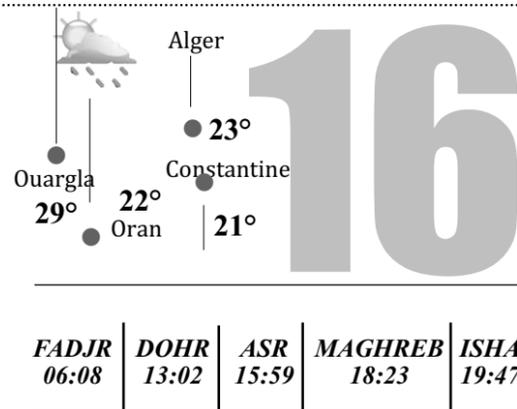
BIFFE-TOUT : BANGKOK

DES CHUTES DE NEIGE PRÉVUES AUJOURD'HUI SUR LES RELIEFS DU CENTRE ET DE L'EST DU PAYS

Des chutes de neige affecteront, aujourd'hui, les reliefs du centre et de l'est du pays à partir de 800 mètres pouvant atteindre localement des altitudes plus basses autour de 700 mètres en cours de nuit, indiquait hier un bulletin

météorologique spécial (BMS) émis par l'Office national de la météorologie. Placé en vigilance « orange », ce BMS concerne les wilayas de Médéa, Blida, Boumerdès, Tizi Ouzou, Béjaïa, Jijel, Skikda, Bouira, Bordj Bou Arré-

ridj, Sétif, Mila, Constantine, Guelma, Souk Ahras, Oum El Bouaghi, Batna, Khenchela et Tébessa. L'épaisseur de la neige prévue est estimée entre 10 et 20 cm durant la validité de ce BMS.



L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION // JEUDI 2 MARS 2023 // N°506 // PRIX 20 DA

IMPORTATION DES VÉHICULES DE MOINS DE TROIS ANS

Lancement officiel de l'opération de dédouanement

La Direction générale des douanes (DGD) a annoncé, hier, dans un communiqué, cité par l'APS, le lancement officiel de l'opération de dédouanement des véhicules d'occasion de moins de 3 ans, et ce, après la publication du texte d'application y afférent.

« Suite à la publication dans le Journal officiel n°11 du 22 février 2023, du décret exécutif n°23-74 du 20 février 2023, définissant les conditions et les modalités de dédouanement et du contrôle de conformité des véhicules touristiques et utilitaires d'occasion, de moins de 3 ans, acquis par les particuliers résidents, ces derniers sont autorisés à acquérir un véhicule de moins de 3 ans », lit-on dans le communiqué. Les dispositions du présent décret s'appliquent aux véhicules d'occasion de moins de 3 ans, importés de l'étranger par des particuliers résidents, aux véhicules de moins de 3 ans cédés par les représentations diplomatiques ou consulaires étrangères et les représentations des organisations internationales accréditées en Algérie, ainsi que leurs agents au profit des particuliers résidents, sous réserve des règles de réciprocité. Le particulier résident est autorisé à acquérir un véhicule d'occasion pour sa mise en circulation en Algérie « une seule fois tous les trois ans », à compter de la date de la déclaration de sa mise à la consommation. « Cela ne signifie pas que les véhicules d'occasion dédouanés ne peuvent pas



être cédés mais que le particulier résident ne peut importer un véhicule d'occasion qu'une seule fois tous les trois ans », précise le communiqué. Concernant les véhicules autorisés à l'importation, la DGD a indiqué qu'il s'agit uniquement des véhicules touristiques électriques ou à moteur à piston alternatif, à allumage par étincelle (essence) ou hybride (essence et électrique), ne dépassant pas 9 sièges, y compris celui du chauffeur, ainsi que les véhicules utilitaires électriques ou à moteur à piston alternatif, à allumage par étincelle (essence) ou hybride (essence et électrique), conçus pour le transport de marchandises avec une capacité de charge maximale de 3,5 tonnes (véhicule de transport, véhicule de transport léger ou véhicule pickup). Les véhicules d'occasion importés doivent être en bon état de marche, ne doivent présenter aucun défaut majeur ou critique et doivent satisfaire aux exigences réglementaires en matière de sécurité et d'environnement et, le cas échéant, aux normes du constructeur. Le dossier doit contenir une copie de la pièce d'identité du particulier résident ou une copie de la carte de résident pour les étrangers, un certifi-

cat de résidence du particulier résident, un certificat d'immatriculation du véhicule à l'étranger ou tout autre document équivalent, un document attestant le transfert de la propriété du véhicule, facture d'achat et/ou contrat de vente. Il s'agit également d'un document datant de moins de trois mois, justifiant le bon état de marche du véhicule, établi par un organisme habilité du pays de son immatriculation et le rapport d'expertise de conformité établi par l'expert agréé par le ministère chargé des mines.

RÉDUCTION DES DROITS ET TAXES À HAUTEUR DE 80 % POUR LES VÉHICULES ÉLECTRIQUES

Concernant les véhicules achetés auprès des représentations diplomatiques et consulaires étrangères, et les représentations des organisations internationales accréditées en Algérie et de leurs employés, le dossier doit contenir une copie de la pièce d'identité du particulier résident ou une copie de la carte de résident pour les étrangers, un certificat de résidence du particulier résident, un certificat d'immatriculation du véhicule, un document

attestant le transfert de la propriété du véhicule et une facture d'achat et/ou contrat de vente. Le dossier doit contenir également une copie de la déclaration auprès des douanes pour l'admission temporaire du véhicule, l'autorisation de cession du véhicule délivrée par les services du ministère chargé des Affaires étrangères, le rapport d'expertise de conformité établi par un expert agréé par le ministère chargé des Mines. Concernant le dossier de dédouanement des véhicules d'occasion, le décret exécutif stipule qu'il doit être introduit au niveau du bureau de douane d'entrée ou du bureau de douane territorialement compétent, par rapport à la résidence du particulier résident. Les véhicules d'occasion importés sont admis, temporairement, sur le territoire national moyennant la délivrance d'un titre de passage en douane valable pour une durée d'un mois, non prorogeable, c'est-à-dire le particulier résident ayant effectué l'opération d'importation est tenu de dédouaner le véhicule et de payer les droits et taxes exigibles avant l'expiration d'un mois à compter de la date de l'entrée du véhicule sur le territoire national. La DGD a rappelé que les véhicules d'occasion de moins de trois ans bénéficieront de réduction des droits et taxes à hauteur de 80 % pour les véhicules électriques, 50 % pour les véhicules à moteur à piston alternatif, à allumage par étincelle (essence) ou hybride (essence et électrique), dont la cylindrée est égale ou inférieure à 1800 cm³, et 20 % pour les véhicules du même type dont la cylindrée est supérieure à 1800 cm³.

Y.S.

ANP

Neuf éléments de soutien aux groupes terroristes arrêtés en une semaine

Neuf éléments de soutien aux groupes terroristes ont été arrêtés par des détachements de l'Armée nationale populaire (ANP) dans des opérations distinctes à travers le territoire national, durant la semaine dernière, selon un bilan opérationnel publié hier par le ministère de la Défense nationale (MDN). « Dans le cadre de la lutte antiterroriste et de la sécurisation des frontières, des détachements combinés de l'Armée nationale populaire ont arrêté (09)

éléments de soutien aux groupes terroristes dans des opérations distinctes à travers le territoire national », précise ce bilan pour la période du 22 au 28 février 2023. Selon la même source, « des détachements combinés de l'ANP ont arrêté, en coordination avec les différents services de sécurité lors d'opérations exécutées à travers les Régions Militaires, (65) narcotrafiquants et mis en échec des tentatives d'introduction des quantités de drogues provenant des

frontières avec le Maroc, s'élevant à (10) quintaux et (31) kilogrammes de kif traité ». Ces opérations exécutées dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée et en continuité des efforts soutenus visant à contrecarrer le fléau du narcotrafic dans notre pays, ont permis également la saisie de « (267 141) comprimés psychotropes et (523) grammes de cocaïne », ajoute le bilan.

R.N.

RETOUR DES IMPORTATIONS ET CONSTRUCTION DE VÉHICULES

UNE BOUFFÉE D'OXYGÈNE POUR LES ASSURANCES

Le retour des activités de construction de véhicules et de concessionnaire automobile, en Algérie, à partir de 2023, constituera une bouffée d'oxygène pour les sociétés d'assurances, compte tenu de la part de l'assurance automobile qui génère près de la moitié du chiffre d'affaires global du marché des assurances, estime le Conseil national des assurances (CNA). "Le marché national des assurances, notamment l'assurance Automobile, connaîtra certainement un autre rythme de croissance, à la lumière du nouveau contexte de construction automobile en Algérie", prévoit le Conseil dans une lecture sur le dénouement du dossier de l'automobile en Algérie. Publié sur son site web, le texte rappelle qu'après quelques années de "tergiversations", les domaines de construction de véhicules et de concessionnaire automobile, en Algérie, connaissent "un dénouement pouvant répondre aux attentes du consommateur algérien". A cet effet, le marché national des assurances, notamment l'assurance "Automobile", connaîtra "certainement un autre rythme de croissance", à la lumière du nouveau contexte de construction automobile en Algérie, explique le CNA. Il a également souligné que ces nouveautés, relatives à la construction de véhicules neufs sur le territoire national et les concessionnaires automobiles qui y sont agréés, sous des conditions "mieux étudiées", vont avoir des retombées "certaines" sur le marché des assurances, en particulier, et l'économie nationale, en général. Le CNA a, dans ce sens, affirmé que le secteur national de l'automobile demeure lié aux assurances, notamment la branche "Automobile" qui génère, d'après le texte, "près de la moitié du chiffre d'affaires global du marché des assurances". Il a, ainsi, relevé que ces dernières années, le marché de l'assurance "Automobile" a subi les contrecoups de la fermeture des usines de montage et la cessation de l'importation des véhicules neufs, assurant que la reprise du secteur de l'industrie de construction de véhicules neufs et de l'activité des concessionnaires "devra permettre le retour des partenariats avec les assureurs, du fait que l'assurance est souvent l'un des arguments de vente".

APS